

LE MONDE LIBERTAIRE



N° 1768

du 5 mars au 11 mars 2015

Hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

2€

« Nous bataillons, nous résistons, nous luttons,
nous mourons peut-être, mais une, dix, cent mille fois,
toujours nous vaincrons. »

EZLN



Syriza, ah ah ah ! PAGE 8



Dans notre belle république, nous sommes pratiquement toujours en période électorale. Cette fois-ci, il s'agit des élections départementales, qui auront lieu les 22 et 29 mars. Le FN est au taquet. Tellement qu'il voudrait être présent partout, ce qui n'est pas encore le cas. Qu'à cela ne tienne, avant la pêche aux voix il y a la pêche aux candidats, et tous les moyens sont bons. L'Humanité nous l'apprend, au terme d'un forcing éhonté, des anciennes adhérentes du FN ayant rendu leur carte se sont quand même retrouvées sur des listes FN (et même tête de liste pour l'une). On avait déjà eu l'occasion de voir voter des morts, on a maintenant des candidats à l'insu de leur plein gré. Pendant ce temps, on apprend que Stuart Gulliver, le patron anglais de HSBC, détenait lui-aussi un compte en Suisse. Shocking à la City où les mauvaises performances de la banque (l'action HSBC à la Bourse de Londres a chuté de 5 %) font tâche à côté du compte personnel en Suisse de Mister Gulliver (6,7 millions d'euros). Compte alimenté via une société lui appartenant et basée au Panama. Le petit cachotier a tenté d'expliquer que ce dispositif visait à cacher le montant de ses primes à ses collègues, ajoutant que ces pratiques n'affectent en « aucune manière » sa capacité à diriger le groupe. Si on comprend bien, y a plus qu'à lui augmenter ses stock-options et revaloriser le montant de son parachute doré.

Actualité

Ils ont voté, et après... par Gpe d'Aubenas (FA), page 3

Sur le délit de blasphème, par R. Berthier, page 4

Météo syndicale, par T. Porré, page 5

Où passe notre argent? par Justhom, page 6

International

Syriza m'était conté, par Serge, page 8

Arguments

Islam, islamophobie et UOIF, par O. Guyet, page 9

Spécial 8 mars

Les 8 mars se suivent... par E. Claude, page 11

Marche mondiale des femmes: une histoire, page 12

Changer la vie des femmes pour changer le monde, page 13

Programme de la Marche de 2015, page 14

Histoire

Gustave Hervé, par P. Pelletier, page 15

À lire

Corruption dans la République, par F. Pian, page 18

Choix, désir et non-avoir, par E. Claude, page 19

Lettre ouverte aux survivants, par J.-M. Raynaud, page 20

Le mouvement

Hafed Benotman: au revoir! par L. Warot, page 21

Illustrations

Kalem, Krokaga, Yan

Tarifs

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n^{os} hebdo, 1 n^o hors série

6 mois, 18 n^{os} hebdo, 2/3 n^{os} hors série

1 an, 35 n^{os} hebdo, 5/6 n^{os} hors série

France et étranger

○ 25 €

○ 50 €

○ 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Publications libertaires, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 01 48 05 34 08

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an ○ 95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, abonnement annuel à 53 euros. Gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX) Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

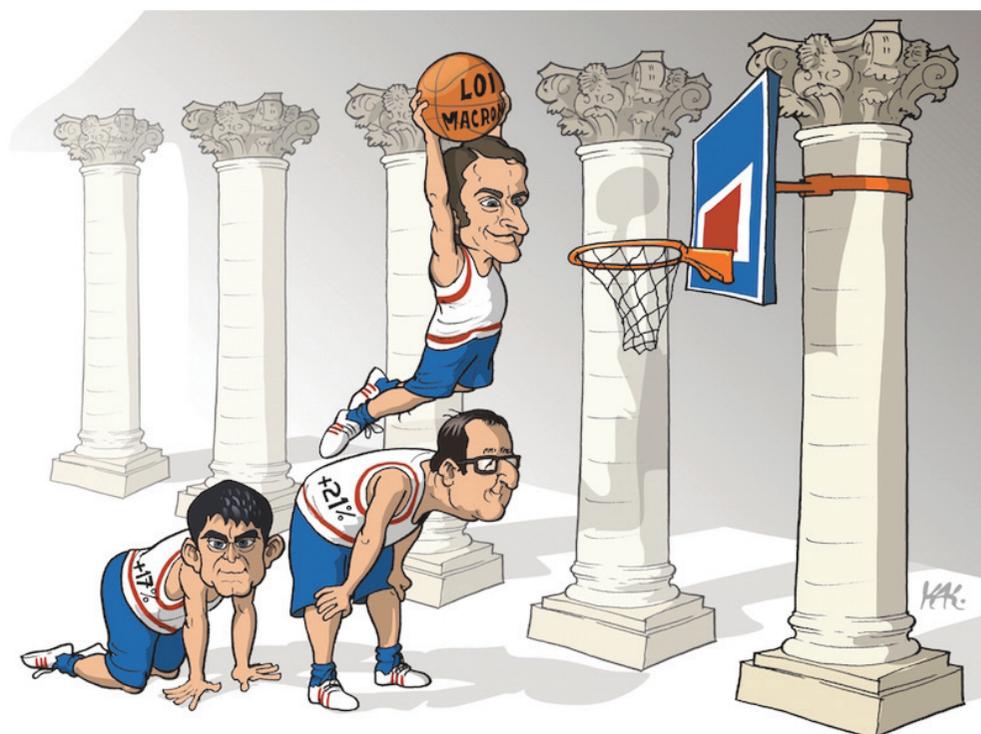
Ils ont voté et puis après ...

MONSIEUR OU MADAME LAMBDA a une trachéite, un banal mal de gorge... Le genre de truc à soigner avec ses propres connaissances en automédication ou avec l'aide de son entourage. Mais Monsieur ou Madame Lambda ne se fait pas confiance ni ne fait confiance aux connaissances de ses connaissances... Infusion de feuilles de ronce, cuillerée de miel, cierge à saint Truc... Monsieur ou Madame Lambda décide de ne pas décider, de ne pas prendre sa santé en main. Car Monsieur ou Madame Lambda a appris son impuissance depuis son enfance. Éducation, médias, conformisme, traditions séculières se sont penchés sur son berceau. Alors Monsieur ou Madame Lambda laisse à un «spécialiste» le soin de le soigner. Le «spécialiste» choisi rejoint d'autres «spécialistes» choisis par d'autres Monsieur ou Madame Lambda. Et loin des gens qui les avaient choisis pour gérer à leur place leurs problèmes de santé, tous ces «spécialistes» se sont regroupés en familles: pro «infusion de feuilles de ronce» contre pro «cierge à saint Truc». Alors le «grand spécialiste des spécialistes», choisi par le seigneur du château, a fait taire les discussions. Ce sera purge pour tout le monde. Cela peut paraître incongru pour soigner une trachéite mais comme c'était le remède proposé par le favori du «grand spécialiste des spécialistes»...

Monsieur ou Madame Lambda, après avoir été sondé, sera purgé...

Monsieur ou Madame Lambda a mal à son vécu, un banal mal à la société... Le genre de truc à soigner avec ses propres connaissances en autogestion et avec l'aide de son entourage. Mais Monsieur ou Madame Lambda ne se fait pas confiance ni ne fait confiance aux connaissances de ses connaissances... Monsieur ou Madame Lambda décide de ne pas décider, de ne pas prendre sa vie en main. Car Monsieur ou Madame Lambda a appris son impuissance depuis son enfance... Éducation, médias, conformisme, traditions séculières se sont penchés sur son berceau. Alors Monsieur ou Madame Lambda laisse à un «élu» le soin de décider à sa place. L'élu choisi rejoint d'autres élus choisis par d'autres Monsieur ou Madame Lambda. Et loin des gens qui les avaient choisis pour gérer à leur place leurs besoins, tous ces spécialistes de la gestion de la vie des autres se sont regroupés en clans. Alors le «grand spécialiste des spécialistes», choisi par le seigneur du château, a fait taire tout le monde. Ce sera purge pour tout le monde. Le 49.3 pour imposer les choix libéraux proposés par le favori du «grand spécialiste des spécialistes»...

Ainsi Monsieur ou Madame Lambda, pour avoir laissé un autre décider à sa place, se voit maintenant dépossédé de toute liberté de choix. Et quand bien même son spécialiste,



son élu aurait décidé avec de nombreux autres élus de mettre en causes les choix du «château»... 49.3 !

Loi Macron

Des députés socialistes menacent de voter contre, avec la majorité de la droite. Et puis il y a le risque que la loi passe grâce à des voix de députés de droite... pour une loi prétendument socialiste... 49.3 !

L'article 49.3, c'est le «vos gueules!» policé lancé à la face de tous les «Monsieur Lambda» et de toutes les «Madame Lambda» qui ont cru au pouvoir du peuple par procuration. À la représentation de la volonté populaire par des élus à l'écoute et au service de ses électeurs.

Souvenir

Début 1991, les pacifistes battent le pavé pour tenter de faire plier la représentation nationale qui va le 16 janvier, en session extraordinaire, voter l'éventuel engagement militaire des forces françaises dans la guerre du Golfe. Dans toute la France, on essaie d'interpeller les députés du cru. 523 d'entre eux resteront sourds en approuvant l'entrée en guerre. 43 votent contre (dont tous les députés communistes et sept socialistes). Il y a 2 abstentions.

Par chez nous, en Basse-Ardèche, le prétendu représentant du peuple était Jean-Marie Alaize, membre du parti prétendument socialiste.

Le gouvernement en place était dirigé par Michel Rocard.

Le député de la circonscription d'Aubenas avait-il été l'un des sept députés socialistes à avoir voté contre? L'un des deux abstentionnistes?

Que nenni... il avait répondu aux militants pacifistes qui avaient jugé utile de le rencontrer: «Je suis député de l'Ardèche en Ardèche mais je suis membre du Parti socialiste quand je suis à l'Assemblée nationale...»

Autrement dit: «Merci d'avoir voté pour moi maintenant lâchez-moi!» Monsieur ou Madame Lambda a dû apprécier...

Quand bien même une majorité de députés socialistes aurait menacé de voter contre l'entrée en busherie, Rocard aurait alors utilisé le 49.3 pour museler toute opposition dans sa majorité. Et ce n'est pas le dépôt d'une motion de censure par l'opposition du moment qui aurait changé quoi que ce soit. Les récalcitrants de la majorité retrouvent leur clan en cas de danger...

Rocard connaissait parfaitement l'importance de l'article 49.3. Il en aura usé 28 fois en 37 mois de règne à Matignon. Mais Rocard, dites-moi, ce n'est pas dans ses jupes que Manuel Valls a fait ses premiers pas en politique?

Monsieur ou Madame Lambda a donné sa voix. C'est donc muets, muettes que Messieurs et Mesdames Lambda laisseront le pouvoir parler à leur place. Et décider.

Mais que diable allaient-ils faire dans cet isolement?

Groupe d'Aubenas
de la Fédération anarchiste

Sur le délit de blasphème

EN FRANCE, le délit de blasphème n'existe plus depuis la Révolution, mais l'Organisation de la coopération islamique (OCI), qui regroupe 57 États, fait un battage du tonnerre de Dieu (c'est le cas de le dire) pour faire inscrire le blasphème parmi les crimes et délits reconnus en droit international. Cette organisation fait pression pour que l'ONU reconnaisse le concept de « diffamation des religions », une manière détournée pour imposer un « délit de blasphème ». Les pays occidentaux, l'Amérique latine et l'Afrique, s'y opposent au nom de la liberté d'expression et du droit international – mais jusqu'à quand ?

On ignore en général que le délit de blasphème existe encore en Allemagne, régi par l'article 166 du Code pénal, intitulé « Diffamation des religions, associations religieuses ou idéologiques ». Ainsi, le blasphème peut-il être puni jusqu'à trois ans d'emprisonnement s'il y a trouble de l'ordre public, mais là, reste à savoir qui décide qu'il y a trouble à l'ordre public.

L'Alsace et la Moselle ayant été occupées par l'Allemagne après la guerre franco-prussienne de 1870-1871, elles ont conservé cette disposition après leur retour à la France en 1919. C'est Bonaparte qui, en 1801, avait signé un concordat avec les trois religions – catholique, protestante et israélite. Grâce à quoi, les prêtres, pasteurs et rabbins sont payés par l'État ou, si on préfère, par nos impôts : un accord de 1993 aligne leur rémunération sur celle de la catégorie A de la fonction publique française, et ces messieurs (messieurs dames pour les protestants) peuvent même bénéficier des indemnités de chômage – mais je me demande bien à quoi peut ressembler un curé-pasteur-rabbin au chômage, sauf si tout le monde déserte les lieux de culte.

Les évêques de Metz et de Strasbourg sont nommés par le Président de la République (après accord du pape, tout de même...). Leurs équivalents protestants et juifs sont nommés par le Premier ministre – ce qui tend tout de même à accréditer l'idée que les religions ne bénéficient pas d'un traitement égal...



Bref, nos impôts paient les salaires des officiants des trois religions.

Ces précisions faites, le délit de blasphème qui n'existe pas en France (enfin, je ne sais pas comment l'appeler : la France « normale » ?) existe encore en Alsace-Moselle parce qu'ils ont gardé la loi allemande de l'époque où ils étaient Allemands.

Au Danemark, le Code criminel stipule que « celui qui publiquement raille, ou fait outrage aux doctrines de foi ou aux cultes d'une communauté religieuse légalement établie dans ce pays, est passible de prise de corps » – autrement dit de prison.

Même chose en Finlande.

En Espagne, l'article 525 du Code pénal interdit « les attaques portées au dogme religieux, croyances ou cérémonies ».

En Irlande également, le blasphème est interdit par la constitution. Et là, on ne rigole pas avec la religion. Depuis le 1^{er} janvier 2010 il est un délit. Le *Defamation Act 2009* punit le blasphème d'une amende pouvant aller jusqu'à 25 000 euros ! Jusqu'à 2009, le droit irlandais ne protégeait que la foi catholique. Le *Defamation Act 2009* a été promulgué pour couvrir les autres religions, du fait de l'immigration croissante.

En Norvège, le film des Monty Python : *La Vie de Brian* a été interdit pendant un an grâce à une loi datant de 1930. Ce même film a été interdit 8 ans en Irlande, 11 ans en Italie, 22 ans à Jersey.

Aux Pays-Bas, le Parti communiste avait tenté, en 1932, de faire interdire la célébration de Noël. Résultat : le gouvernement fit ajouter deux articles au Code pénal sanctionnant le blasphème : un à trois mois de prison et 100 à 150 florins d'amende (45 à 67 euros). Rien à voir avec les 25 000 euros de l'Irlande. La dernière fois que le blasphème a été condamné date de 1966.

En Grande-Bretagne, le blasphème n'était sanctionné par la loi que s'il s'appliquait au christianisme, et en particulier à l'Église d'Angleterre.

La dernière condamnation pour blasphème date de 1977 lorsqu'une certaine Mary Whitehouse poursuivit le magazine *Gay News* pour avoir publié un poème de James Kirchup, *The Love that Dares to Speak its Name*, qui décrit les amours homosexuelles de Jésus avec un centurion.

Lors de l'affaire des *Versets sataniques* de Salman Rushdie, des organisations musulmanes anglaises avaient tenté de faire condamner l'auteur en s'appuyant sur la loi existante, mais, le 9 avril 1990, la cour rejeta la requête. Le crime de blasphème n'a été aboli qu'en 2008.

En Grèce, l'article 198 du Code pénal punit celui qui, en public et avec malveillance, offense Dieu de quelque manière que ce soit, et celui qui manifeste en public, en blasphémant, un manque de respect envers le sentiment religieux.

Bref, tout n'est pas joué. Les différentes Églises, celles qui étaient traditionnellement implantées, peuvent très bien tenter un retour. La prégnance croissante de la religion musulmane dans les sociétés occidentales, par la présence de nombreux immigrés musulmans – mais aussi de convertis à l'islam – fournit un allié de poids aux religions traditionnellement établies qui n'ont jamais accepté d'être remises dans la sphère privée et qui voient là une ouverture pour repartir à la conquête des esprits et des positions stratégiques dans la société.

Le combat contre la religion n'est pas près d'être achevé.

René Berthier

Météo syndicale

Hommage à Olympe de Gouges

Sans doute est-ce dû à l'approche du 8 mars, une internautes a alerté la revue *Causette* pour dénoncer la mise en vente à la boutique de l'Assemblée nationale d'un tablier pour le moins surprenant : un tablier de cuisine 100 % coton au prix de 24 euros en hommage à... Olympe de Gouges ! Voici donc la révolutionnaire et féministe à sa place... dans la cuisine, fallait oser ! Mais comme disait l'autre : « Les cons ça ose tout, c'est même à ça qu'on les reconnaît. » Depuis les révélations de *Causette*, ce tablier a été retiré de la vente ; il était disponible depuis pratiquement un an, légendé de la façon suivante : « Tablier de cuisine illustré d'une affiche révolutionnaire d'Olympe de Gouges, rédactrice de la Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne, qui revendique le droit des femmes à choisir librement leur époux. » Et à leur préparer de bons petits plats ?

Le cul des vaches

Exercice obligé paraît-il, le défilé de la classe politique au Salon de l'agriculture. Ça nous vaut chaque année une florilège de déclarations « historiques » et de bons mots style « Casse-toi pau'con » ; mais cette année le niveau s'est élevé avec Manuel Valls qui pour expliquer la stratégie du PS face au FN a déclaré : « On fait reculer la démagogie, le populisme, par une action précise, concrète, des aides, un soutien. » Bien vu Manu, mais on peut appliquer la même recette à toutes les composantes de l'Assemblée nationale. Politiciens de tous bords, vous ne nous représentez pas.

Ça va saigner

La France envoie son porte-avions, le Charles-de-Gaulle, dans le Golfe persique, histoire de rappeler – au cas où nous l'aurions oublié – que nous sommes bien en guerre contre Daech. En espérant que notre joujou national ne tombe pas une fois de plus en panne, et qu'on puisse ainsi constater à quoi servent nos impôts. Le *Figaro*, dans une de ses envolées lyriques dont il a le secret, publiait il y a peu : « Le porte-avions Charles-de-Gaulle symbolise l'engagement résolu de la France dans une guerre imposée, et qu'il vaudrait mieux gagner. » Ouais, vaudrait mieux, sinon que se passe-t-il ? On nous rembourse nos impôts ?

« L'UNION LOCALE CGT de Saverne et Environs condamne vigoureusement la profanation du cimetière juif de Sarre Union qui s'inscrit malheureusement dans une liste trop longue de dégradations visant les cimetières juifs et musulmans en Alsace. La CGT rappelle qu'il existait jadis une tradition d'accueil et de tolérance dans les Vosges du Nord. Les populations juives ont ainsi pu s'établir dans notre région sous la bienveillance des pouvoirs locaux. Cette tradition d'asile a bénéficié à d'autres communautés persécutées en raison de leur appartenance religieuse ou ethnique comme les tziganes et les protestants. De Struth à Ingwiller en passant par Saverne et Bouxwiller, les nombreuses synagogues, cimetières et mikvés (bains rituels) sont les témoins d'un patrimoine juif ancien et abondant dans les Vosges du Nord. À Bouxwiller, le musée judéo alsacien rappelle la fécondation mutuelle du yiddish et de l'alsacien à travers une langue judéo alsacienne unique au monde. Le nazisme et la collaboration ont marqué un tournant dramatique pour les communautés juives et tziganes massivement déportées et exterminées dans les camps de la mort avec le soutien de la police française et d'une infime partie de la population locale. » Enfin une déclaration syndicale venue d'une structure de base ! Ce qu'on appelle « l'Alsace bossue » a encore des réflexes syndicalistes, ne se limitant pas à laisser le champ libre à la politique institutionnelle et à ses alliés !

Qu'une Union locale d'un syndicat prenne toute sa place dans la vie sociale remet les pendules à l'heure.

Pour ce qui est du reste du territoire français l'heure en est aux déclarations pour un avenir social triomphant. Tout devrait se concrétiser le 9 avril avec la journée de grève interprofessionnelle avec FO, CGT et Solidaires. La mayonnaise concoctée dans les états-majors prendra-t-elle ou ce ne sera



qu'une façon de prendre l'air aux premiers signes du printemps ?

« Il est en effet du rôle d'une confédération de mettre tout en œuvre pour faire valoir les revendications et « offrir » des perspectives aux salariés. C'est une question sociale, économique et démocratique » a déclaré dans son dernier éditorial de FO-Hebdo Jean-Claude Mailly secrétaire de Force ouvrière. Comme de bien entendu... mais il faudrait aussi que les dits salariés se sentent concernés par les élans unitaires de leurs directions syndicales. Et cela ne se décide pas par un décret ou un coup de baguette !

Une drôle de nouvelle, histoire de troubler le repos éternel du camarade Fernand Pelloutier : la mairie de Toulouse demande à la CGT de quitter la bourse du travail le 30 juin prochain. Il n'étonnera personne que les autres organisations syndicales sont en liste d'attente !

« Développer partout les droits d'expression des salariés et le droit syndical. Maintenir les Institutions représentatives et leurs prérogatives » déclare, entre autres l'actuel secrétaire de la centrale de Montreuil. Cela va de soit mais ne saurait rester à l'état d'incantation. À part ça qui a des nouvelles de Laurent Berger ? Si, si souvenez-vous c'est le secrétaire de la CFDT ! Il a laissé ses troupes dans le désarroi lors des dernières « discussions sur la réforme du dialogue social ». À tel point que les représentants de la CFDT se sont perdus dans de longues discussions avec le Medef alors que les autres syndicats étaient en réunion plénière ! À y perdre son bréviaire !

Thierry Porré

Groupe Salvador-Segui
de la Fédération anarchiste

Partage des richesses

Vous aimez les «parachutes dorés»? Vous allez adorer les «bonus de bienvenue» octroyés aux PDG nécessaires, comme Olivier Brandicourt qui rejoint le groupe pharmaceutique Sanofi, moyennant cadeau immédiat de deux millions d'euros et deux autres à venir en janvier prochain. Alors que dans le même temps (nous vous en parlions il y a peu dans le *Monde libertaire* hebdo) sur le site de Sisteron, les salariés de la même entreprise sont en grève depuis plus d'un mois pour obtenir une augmentation de 120 euros... par an. C'est sûr de l'argent y'en a, mais pas pour tout le monde; suffit juste de faire des choix.

Négociations

Rien ne va plus aux Verreries de Masnières, fabrique de flacons pour la parfumerie de luxe. Cinq cents salariés sont menacés depuis octobre, par le placement en redressement judiciaire de cette usine. La Direction (groupe autrichien Stölzle) menace maintenant de fermer purement et simplement l'entreprise, si les salariés ne consentent pas «certains efforts»; à savoir augmentation du temps de travail, remise en cause de tous les acquis sociaux et 120 suppressions d'emploi. C'est pas du chantage, c'est des négociations comme diraient Macron et Gattaz.

Démantèlement d'un cartel

Non, il ne s'agit pas d'un cartel de la drogue en Colombie, mais du «cartel du yaourt» en France. C'est moins exotique, mais apparemment ça rapporte pas mal aussi. Les mafieux en cause sont au nombre d'une dizaine et ont pour noms Senoble, Lactalis, Yoplait, Novandie et autres producteurs de produits laitiers frais. Comme dans un film sur «Cosa Nostra», ces producteurs se réunissaient régulièrement et discrètement dans des hôtels, et avaient une ligne téléphonique commune, au nom de l'épouse d'un des cadres dirigeants (un vrai polar on vous dit). Ils se mettaient ainsi d'accord pour fixer le montant des augmentations de prix et se coordonner pour argumenter sur leurs applications. Donc entente illicite sur les prix et fausse concurrence portant atteinte au porte-monnaie du consommateur, comme pour les fabricants de lessive condamnés en 2011. Ya plus qu'à espérer qu'il n'y ait pas de cartel des cinq fruits et légumes par jour.

Où passe notre argent ?

Justhom

Groupe de Rouen
de la Fédération anarchiste

OÙ PASSE notre argent ? Et bien ne cherchez pas, les élus du Conseil régional de Haute-Normandie se charge de le dilapider en subventionnant des projets de développement des entreprises de la région. Il s'agit de permettre à ces entreprises de réaliser des investissements sans trop puiser dans leurs fonds d'investissements. Ainsi, les dividendes versés aux actionnaires ne seront pas trop hypothéqués et l'entreprise continuera à se développer ou pas grâce à l'argent public.

Les trois exemples qui vont suivre montrent à quel point les «élus du peuple» le trahissent en dilapidant l'argent des contribuables en ne respectant pas leurs promesses électorales. Car, à aucun moment, ils n'ont dit dans leurs programmes électoraux qu'ils subventionneraient les entreprises privées (PS, PCF, Écolo et radicaux de gauche), tous complices. C'est bien la preuve que les choix qu'ils font sont des choix de classe. C'est là où, ces grands démocrates sont particuliè-

rement abjects et surtout pas très courageux. Car, ils ne consultent même pas la population. Ils agissent d'une façon autoritaire, ils imposent, décident et ensuite annoncent leurs décisions par voie de presse. Ils ne rendent aucun compte. Ils partent du principe qu'en les élisant, les citoyens leur ont donné tous les pouvoirs. Ils appellent cela la démocratie participative. Concrètement c'est la répartition des rôles: il y a ceux qui votent et qui abandonnent toutes possibilités d'agir à ceux qui usurpent les pouvoirs et agissent contre les intérêts de la majorité des citoyens en reniant leurs promesses électorales.

C'est dans ce contexte que les élus régionaux viennent de voter près de 2,5 millions d'euros de subventions et aides à trois entreprises de la région. Les heureuses bénéficiaires sont: La verrerie Pochet du Courval à Hodeng-au-Bosc, près de Blangy-sur-Bresle en Seine-Maritime qui va bénéficier à hauteur de

500 000 euros de subventions et d'un million d'euros sous forme de prêt à taux zéro. Cette aide financière va participer à l'achat d'un nouveau four qui permettra de doubler la capacité de production de l'entreprise. En contrepartie, elle s'engage à maintenir ses effectifs à hauteur de 823 emplois. On remarquera qu'en doublant sa capacité de production, le patron ne parle pas d'embauches mais uniquement du maintien des effectifs, donc il s'agit d'intensifier l'exploitation des travailleurs et d'augmenter le profit. C'est pourquoi, les travailleurs doivent impérativement être très vigilants car bien souvent après avoir empoché les aides publiques les entreprises mettent en place des plans sociaux en invoquant des difficultés financières. Ce qu'elles taisent c'est la voracité des actionnaires.

La société Vol-Vn Biomasse située à Déville les Rouen qui va créer une unité de méthanisation au Neubourg dans l'Eure. La région va injecter pour cette création la modique somme de 899 000 euros! Là encore l'entreprise s'engage auprès des élus à créer trois postes pour mener à bien ce projet. Quid de ces trois postes une fois le projet terminé, d'autant qu'elle ne parle pas d'embauche de personnel supplémentaire pour faire tourner cette nouvelle unité.

La coopérative d'utilisation de matériel agricole Cuma Haies'Nergie et Territoires à Cressy en Seine-Maritime va quant à elle engranger une subvention de 40 600 euros pour l'achat de déchiqueteurs afin de faciliter l'entretien des haies bocagères et produire des plaquettes bois qui serviront à alimenter les chaudières biomasses privées ou publiques du territoire. Là encore, il n'y a pas de création d'emploi;

Afin de poursuivre son soutien et son aide financière aux entreprises, la région s'est associée avec la chambre régionale de métiers et de l'artisan de Haute-Normandie. Pour cela, elle a créé une nébuleuse qu'elle a nommée « Bpifrance et Bpifrance financement » une petite sœur de la banque publique d'investissement. Elle sera chargée de prodiguer des conseils en organisation, en gestion et en management « tout un programme ». Ce nouvel organisme économique est mis à la disposition des entreprises pour leur apporter de l'argent public sonnante et trébuchante. Notre argent. C'est ainsi que le Conseil régional a décidé d'abonder de nouveau le fonds régional (en fait Bpifrance) d'un joli pactole qui représente la bagatelle de deux millions d'euros de subventions et d'aides. Elles se répartissent comme suit : 300 000 euros sur la ligne budgétaire subvention, 400 000 euros sur la ligne budgétaire avance remboursable en cas de succès (on remarquera le « en cas de succès » car si il n'y a pas de succès, ces 400 000 euros



passeront par la ligne budgétaire pertes et profits!), 500 000 euros sur la ligne budgétaire prêt à taux zéro, et 800 000 euros sur la ligne budgétaire projets spécifiques. Ce même Conseil régional a déjà prévu, d'apporter dans le cadre de son partenariat avec Bpifrance une subvention d'un montant total de 3 850 000 euros, pour l'année 2015.

On peut considérer que cette façon de faire s'apparente à un détournement de fonds seulement, les prévaricateurs au pouvoir sont assurés « pour le moment de l'impunité ». Pour justifier leur hold-up ils s'appuient sur des promesses plus qu'hypothétiques de la part des patrons « la création d'emplois. » C'est là que ces politicards sont au sommet de leurs arts (le mensonge et l'hypocrisie) car ils savent pertinemment que les promesses ne seront jamais tenues. Il s'agit pour eux de mettre en place cette politique de classes en laissant croire que, s'ils subventionnent à coups de millions d'euros le patronat, c'est pour la création d'emplois, donc au bout du compte pour le bien des travailleurs. Seulement cela ne fait pas le compte. En réalité, ils apportent de l'argent comptant aux patrons pour qu'ils puissent investir

dans l'achat de matériel, de machines plus performantes pour que ces derniers fassent plus de profits et de bénéfices afin de distribuer encore plus de dividendes aux actionnaires. Les dindons de la farce sont encore une fois les travailleurs car, avec du matériel et des machines plus performantes, les patrons n'embaucheront pas plus, dans la mesure où la machine remplacera l'homme. Bien au contraire, l'investissement en matériel et en machines amènera des licenciements. Car, dans la logique capitaliste le patron préfère investir dans le capital constant (machines, matériels), plutôt que dans le capital variable (les travailleurs). Cela lui permet de diminuer le coût du travail et de réduire les risques de grèves (améliorations des conditions de travail, et augmentation des salaires.)

Ce que je viens de démontrer, les politiciens qui siègent au Conseil régional de la Haute-Normandie ne sont pas sans le savoir, c'est pourquoi en alimentant en millions d'euros le patronat, ils trahissent les travailleurs et se font les complices de ceux qui licencient, exploitent. D'où, l'urgence à ce que les travailleurs et la population prennent leurs destinées en mains. J.

Grèce

Syriza m'était conté...

25 JANVIER, Alexis Tsipras : « Le peuple grec a écrit l'histoire et laisse l'austérité derrière lui. » Syriza arrive en tête aux élections législatives avec un tiers des votants (2,2 millions) et 20 % des inscrits, bénéficiant du léger recul de la Nouvelle démocratie (droite) et de l'effondrement du Pasok (Parti socialiste), qui gouvernaient ensemble. À noter que plus d'un tiers des inscrits (3,6 millions) ne s'est pas déplacé, dans un pays où le vote est obligatoire.

Fin janvier, une « ola » enthousiaste se lève de la « gauche », la « gauche de la gauche », à la « droite » et la « droite de la droite » : « C'est un grand soir démocratique » (Jean-Luc Mélançon), « Un espoir pour tous ceux qui refusent les politiques d'austérité » (Pierre Laurent), « L'heure de l'alternance européenne a sonné » (Cécile Duflot), « La victoire d'un parti de gauche est une bonne nouvelle pour le parti socialiste » (Jean-Christophe Cambadélis), « Une gifle pour la caste UMP européenne » (Florent Philippot, FN), « Nous prenons acte du choix du peuple grec » (UMP).

22 février, Manólis Glézos, symbole de la résistance contre l'occupant allemand, député du Pasok puis de Syriza appelle à l'insurrection : « *Changer le nom de la troïka en institutions, celui du mémorandum en accord et celui des créanciers en partenaires, ne change en rien la situation antérieure [...] Je demande au peuple grec de me pardonner d'avoir contribué à cette illusion.* »

Élection trahison ?

C'est que l'accord de février avec Bruxelles prévoit une extension de quatre mois du financement de la Grèce, mais maintient les bases du mémorandum de 2012, la « flexibilité » et les privatisations, Athènes s'engage à ne pas prendre de « mesures unilatérales qui déstabiliseraient le budget » : à la trappe les promesses d'abolition du mémorandum, du gel de l'augmentation de la TVA, du retour du treizième mois pour les retraités... ? Le quotidien Dimokratia ironise : « *Waouaou les mesures de gauche !* » alors que le site To Vima détaille les promesses envolées : « *Il y a au moins 29 engagements électoraux qui ont été reportés. Chaque jour le gouvernement laisse une promesse électorale de côté.* »

Ne se sentent « trahis » que ceux qui, par ignorance ou par choix, se sont fait des illusions. Rappelons qu'à la veille de son congrès constitutif, en juillet 2013, la coalition de la gauche radicale Syriza était un conglomerat de petites formations, telles Synaspismos (créé en 1991 par des exclus pour « réformisme » du KKE, le Parti communiste grec), DEA (Gauche ouvriériste internationaliste, trotskiste), KOE (Organisation communiste de Grèce, maoïste). Peu implanté chez les ouvriers et les paysans, sans relais syndical, Syriza espérait conquérir les classes



moyennes pour obtenir une majorité parlementaire. Dès le début une « aile gauche » (DEA et un courant de « gauche » de Synaspismos), environ 25 %, revendique un gouvernement « uniquement de gauche » et s'oppose au « front anti-mémorandum », susceptible d'intégrer les « Grecs indépendants » de Panos Kammennos, parti nationaliste antisémite, anti-immigrés, soutien de l'Église orthodoxe : il est aujourd'hui au gouvernement. Syriza utilise un double langage, soutenant les mouvement de grève, mais prenant ses distances avec des actions jugées « radicales », inspirées notamment par les anarchistes, et ne condamnant pas les violences policières lors d'évacuations musclées de squats ou de centres sociaux. Déjà, une partie des jeunes citadins qui l'avaient soutenu commençait à craindre que Syriza ne soit un nouveau Pasok qui, en 1981, n'avait à peu près rien réalisé, après être venu au pouvoir avec un programme « radical ».

La Syrizette, une vieille recette

Ceux qui, dans les rangs du NPA, du FdG, des Verts et des frondeurs, lorgnent sur « Podemos » et rêvent d'une Syrizette à la française, arguent de l'impossibilité pour la Grèce de mettre en place des mesures radicales face à une Europe « intraitable ». Ainsi donc, il faudrait appâter les électeurs avec des promesses, que l'on sait irréalisables, pour les trahir dans un gouvernement impuissant ! Mais ils affirment qu'il existerait un « Syriza des luttes », qui appuierait des réalisations concrètes assurant les besoins fondamentaux en nourriture, santé, éducation... Rappelons que les alternatives, notamment anarchistes, existaient et se développaient sans avoir

attendu Syriza, une militante de ce parti déclarant en 2013 : « *Jusqu'au printemps dernier, Syriza n'avait pas mené d'action concrète.* »

Ce n'est pas un gouvernement, quel qu'il soit, qui fera sortir les Grecs du capitalisme prédateur. L'espoir est dans une fédéralisation des initiatives, non seulement dans le domaine de la consommation, mais aussi en lien avec celui de la production, où la difficulté est immense, car les syndicats grecs sont dans les mains du KKE et du Pasok. Ceux qui, un peu partout dans le monde, se réclament du marxisme, se sont servis comme outils de l'État et du Parti, sont les mêmes qui ont combattu et parfois réprimé, depuis plus d'un siècle, le syndicalisme révolutionnaire et l'anarcho-syndicalisme, vidant les organisations de travailleurs de tout programme émancipateur, pour en faire des organismes corporatistes, aux mains de différents partis, voire parfois du patronat. Devant les résultats catastrophiques, certains tentent d'épicer de vieilles recettes en relevant le brouet par un zeste de piment libertaire, mais c'est toujours la même soupe indigeste.

Continuons de soutenir et de faire connaître les diverses initiatives concrètes en Grèce. Les Rencontres anarchistes méditerranéennes qui vont avoir lieu cette année, initiées notamment par l'Internationale des fédérations anarchistes, auxquelles participera une partie du mouvement anarchiste grec, sans doute le plus fort mouvement anarchiste en Europe, vont permettre de renforcer nos liens et notre solidarité.

Serge

Groupe Gaston-Leval
de la Fédération anarchiste

Pourquoi je n'irai pas au rassemblement contre l'islamophobie aux côtés de l'UOIF

Ornella Guyet

C'EST UN MEETING « contre l'islamophobie et le climat de guerre sécuritaire ». Il doit se tenir à la Bourse du travail de Saint-Denis, le 6 mars. C'est important que des initiatives antiracistes soient lancées, vu le climat actuel. Parmi les signataires : les antifas du Capab, les écolos de EELV, le NPA ou encore Attac.

Mais on trouve aussi l'Union des organisations islamiques de France (UOIF), qui affiche pourtant des idées des plus réactionnaires. C'est la deuxième fois en quelques mois que cette organisation est associée à une réunion antiraciste, sous prétexte de lutte contre l'islamophobie.

Entendons-nous bien : l'objet de cet article n'est pas de condamner une initiative antiraciste, par ailleurs portée par des organisations tout à fait respectables. Il s'agit seulement de s'interroger sur la cohérence politique qu'il y a à vouloir promouvoir les valeurs de l'antiracisme en compagnie d'organisations affichant sur d'autres sujets une ligne réactionnaire. En somme : l'antiracisme oui, mais pas avec n'importe qui !

Mariage pour tous les intégristes

Car l'UOIF est bien une organisation fondamentalement réactionnaire. C'est évident lorsque l'on voit ses prises de positions lors du débat sur le mariage pour tous identiques à celles qu'on a pu observer du côté de la droite la plus dure et des catholiques intégristes. Le 24 mars 2013, l'organisation a d'ailleurs appelé à manifester aux côtés de la Manif pour Tous contre l'égalité des droits dans le mariage. Voici un extrait du communiqué publié à cette occasion : « Nous sommes tous nés d'un homme et d'une femme et nous considérons que ce repère de la filiation naturelle est fondamental, car il correspond à un besoin universel et

intrinsèque de l'homme, et qu'à ce titre, il doit être préservé pour toutes les générations futures. »

Déjà le 13 novembre 2012, dans un long texte publié sur son site, l'UOIF s'inquiétait : « Si le mariage entre deux personnes de même sexe devenait une norme, alors où s'arrêteront les revendications ? Les plus incongrues peuvent, un jour, être légitimées au nom du même principe d'égalité. Qui pourra délégitimer la zoophilie, la polyandrie, au nom du sacrosaint amour ? »

Ces deux communiqués, aujourd'hui inaccessibles sur le site de l'UOIF et qui pour le second a donné lieu à une tentative d'explication de texte alambiquée, sont toujours visibles sur le site Web Archives.

De plus, on trouve sur le site de l'Union de nombreux textes justifiant l'implication des autorités religieuses dans les débats de société. Une ligne conforme à celle de l'Église catholique, qui ne renierait sûrement pas certains de ses écrits. L'UOIF a publié une « Charte de l'enfant en islam » dans laquelle il est précisé qu'« il est illicite de porter préjudice au fœtus de manière générale et il convient de punir quiconque lui porte atteinte ». L'UOIF affiche donc sans vergogne des prises de position allant à l'encontre de l'égalité entre les personnes quelle que soit leur orientation sexuelle et du droit des femmes à disposer de leur corps.

De Boutin à Soral en passant par Frigide Barjot

Mais ce n'est pas tout : les fréquentations de l'UOIF ne valent guère mieux que ses discours. On le voit à travers les noms de certains participants à ses congrès, les Rencontres annuelles des musulmans de France. La droite réactionnaire se revendiquant de valeurs catholiques ou chrétiennes



Frigide Barjot lors d'une conférence de l'UOIF.

et même l'extrême droite y ont une place de choix : Christine Boutin, Dieudonné et le père Michel Lelong en 2006, Dieudonné (bis) et Alain Soral en 2009, Frigide Barjot en 2013. En 2014, la présidente de la Manif pour Tous Ludovine de la Rochère a été invitée, mais aurait finalement décliné l'invitation. Les frères Hani et Tariq Ramadan, petits fils du fondateur des Frères musulmans et théoriciens controversés, y sont également régulièrement conviés.

Parmi les figures de l'UOIF, le conférencier Hassan Iquioussen, cofondateur des Jeunes musulmans de France, une organisation affiliée à l'Union, a tenu en 2003 des propos relevant de la « culture de la haine anti-juive », selon le journal *L'Humanité* qui les a révélés. Puis il s'est affiché en 2011 aux côtés d'Alain Soral et a déclaré en décembre 2013 qu'« Alain Soral dit des choses très intéressantes, très intelligentes, pertinentes, mais parfois, on peut très bien ne pas être d'accord avec lui ».

Vous en voulez encore ?

« Le Front national, ce n'est pas le diable. Le Front national, c'est un parti. Parfois il dit des choses intelligentes et intéressantes et d'autres fois, souvent, il dit des conneries. Où est le problème ? » De son côté, Alain Soral semble apprécier les prises de position anti-rap d'Iquioussen. Quant à l'imam bordelais Tareq Oubrou, souvent présenté comme un progressiste et représentant de l'UOIF en Aquitaine, il a lui aussi accepté de

dialoguer avec Alain Soral, lors d'une rencontre organisée par la section locale d'Égalité et Réconciliation (E & R) le 18 avril 2009.

Musulmans nationalistes

Autre figure intéressante : Camel Bechikh, membre de l'UOIF, est également le président du groupuscule nationaliste Fils de France soutenu par Égalité et Réconciliation et qui prétend allier islam et amour de la patrie. Il est aussi l'un des porte-parole officiels de la Manif pour tous. En 2011, Bechikh avait participé à Tours au congrès du Front national en tant que représentant du journal d'extrême droite *Flash*, puis à un colloque organisé par le parti d'extrême droite en avril 2013 (après avoir participé quelques jours avant à une conférence organisée par *Debout la République*).

Il a également pris part à des rencontres organisées à Téhéran par le régime iranien en 2011, que ce soit la Conférence sur le réveil islamique ou la Conférence internationale pour la défense de l'Intifada palestinienne. S'agissant de la Palestine, il a été un des cadres du Comité de bienfaisance et de secours aux Palestiniens (CBSP), co-organisateur de la Flotille pour Gaza de 2010 et lié lui aussi à l'UOIF.

Affichant sa proximité avec Tareq Oubrou, Bechikh affirme également que l'UOIF invite tous les ans Fils de France à

s'exprimer à la rencontre annuelle des musulmans de France. « Cela nous permet de nous adresser aux musulmans de France avec un très très large public », se félicite-t-il dans une vidéo relayée par E & R, qu'il conclut en remerciant l'UOIF. Fils de France a aussi organisé le 9 décembre 2013 un « débat islamo-chrétien » avec Tareq Oubrou et l'abbé de Tanoüarn, membre de l'Institut du Bon-Pasteur, une organisation catholique intégriste basée à Bordeaux. Bechikh a également publié dans le canard maurassien *L'Action française*, et animé cet automne une conférence pour la section étudiante de l'organisation éponyme.

Dès lors, je m'interroge s'agissant de la participation de l'UOIF à un meeting anti-raciste, fusse contre l'islamophobie. Question que j'adresse aux organisations progressistes participantes : peut-on prétendre lutter contre une oppression aux côtés de gens tenant à l'égard d'autres catégories de la population des discours oppresseurs ? Peut-on, lorsqu'on se revendique de l'antifascisme, accepter sans ciller de tenir un meeting commun avec une organisation affichant ouvertement des liens avec la droite la plus radicale ? Ce n'est tout de même pas parce que le Front national réclame aujourd'hui la dissolution de l'UOIF que les ennemis de nos ennemis sont pour autant nos amis. **O. G.**

Les 8 mars se suivent...

RETROUVER LES ORIGINES de la Journée internationale des femmes n'est pas chose facile et plusieurs féministes s'y sont attelées.

Des faits incontestés

En 1910, à Copenhague, Clara Zetkin propose aux participantes de la Deuxième Conférence internationale des femmes socialistes que «les femmes socialistes de tous les pays organisent tous les ans une journée des femmes qui servira en premier lieu la lutte pour le droit de vote des femmes».

En 1911, des manifestations impressionnantes ont lieu dans un grand nombre de pays d'Europe et aux États-Unis. Dans la seule ville de Berlin, 45 meetings rassemblent plus de 40 000 participants et plus de 30 000 femmes défilèrent dans les rues de Vienne en Autriche.

En 1915, Alexandra Kollontaï organise à Christiana, près d'Oslo, une manifestation des femmes contre la guerre et Clara Zetkin une conférence internationale des femmes, prélude à la conférence de Zimmerwald.

Le 8 mars 1917, des femmes manifestent en Russie. «Sans tenir compte de nos instructions, les ouvrières de plusieurs tissages se sont mises en grève et ont envoyé des délégations aux métallurgistes pour leur demander de les soutenir... Il n'est pas venu à l'idée d'un seul travailleur que ce pourrait être le premier jour de la Révolution» (Trotsky, Histoire de la Révolution russe).

Les articles qui seront consacrés à partir de 1920 à la Journée internationale des femmes, ne feront pas souvent référence à cette grève des femmes en Russie mais donneront des versions variables à l'origine de cette journée et à sa signification, selon les besoins du moment et de l'organisation qui en parle.

Après la guerre, à partir de 1946, c'est de plus en plus aux mères que l'on s'adresse. Le 8 mars 1949, on lit dans L'Humanité cet appel «aux mères de famille, travailleuses, défendre la paix, c'est réclamer qui tout soit mis en œuvre pour l'amélioration du sort des familles et des travailleurs».

1857 : le mythe des origines ?

C'est dans L'Humanité du 5 mars 1955 que la légende du 8 mars 1857 fait son apparition : «La journée internationale des femmes continue la tradition de lutte des ouvrières de l'habillement de New York, qui, en 1857, le 8 mars, manifestèrent pour la suppression des mauvaises conditions de travail, la journée de 10 heures, la

reconnaissance de l'égalité du travail des femmes. Cette manifestation produisit une grande impression et fut recommencée en 1909, toujours par les femmes de New York. En 1910 [...], C. Zetkin proposa de faire définitivement du 8 mars, la journée internationale des femmes.»

Faut-il croire Antoinette (mensuel des femmes de la CGT), qui écrit dans son n° 1 de mars 1964 : «Ce sont les Américaines qui ont commencé, c'était le 8 mars 1857, ... pour réclamer la journée de 10 heures, elles ont envahi les rues de New York.» Ce journal ajoute en mars 1968 : il s'agit du 8 mars 1857 et les ouvrières en grève «réclamaient déjà la réduction du temps de travail, l'augmentation des salaires et leur égalité pour un travail égal, des crèches et le respect de leur dignité» ?

La version des Pétroleuses, en mars 1975, qui fixe aussi l'origine du 8 mars au 8 mars 1857, est-elle plus vraisemblable : «Une des premières grèves de femmes, opposant les ouvrières du textile à la police de New York, qui charge, tire et tue?»

Des recherches entreprises, rien ne prouve l'existence d'une grève de femmes ce jour-là, ni d'une répression policière... Le 8 mars 1857 n'est-il pas une reconstruction qui associe la date de 1857, choisie comme un hommage à Clara Zetkin, née cette année-là, et les ouvrières des tissages russes en grève en mars 1917 ?

Plus récemment

Le 8 mars 1977, dans le prolongement de l'Année internationale de la femme en 1975, l'assemblée générale des Nations unies demande à tous les pays de la planète de «s'efforcer de créer des conditions favorables à l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et à leur pleine participation, sur un pied d'égalité, au développement social» et officialise la journée.

Le 8 mars 1982, à l'initiative du tout nouveau ministère des Droits des femmes, va «se dérouler en France un nombre considérable de cérémonies, toutes destinées à glorifier, revaloriser (ou simplement rappeler) l'importance du rôle des femmes dans la société française».

Depuis, manifestations se succèdent, en solidarité avec les femmes qui luttent dans tous les pays, des mères de la place de Mai argentines qui s'opposent à la répression, aux femmes algériennes qui luttent contre l'intégrisme religieux et l'État qui tentent, chacun à

leur façon, de les opprimer. De nombreuses collectivités territoriales, associations et syndicats organisent des événements au cours du mois de mars : débats, colloques, concerts, expositions... apportent une meilleure visibilité aux luttes et aux expressions des femmes.

À Paris, depuis deux ans, deux manifestations ont lieu : l'une à l'appel du Collectif national des droits des femmes (en 2014) ou de la Coordination française pour la Marche mondiale des femmes (en 2015) et l'autre par le collectif 8 mars pour toutes ; les désaccords concernent deux questions qui ont divisé toutes les associations, partis et syndicats : le voile et la pénalisation des clients de la prostitution.

Aujourd'hui, il est de toute façon important de se réapproprié une histoire de cette Journée internationale de luttes des femmes pour leurs droits. En effet, pour de nombreuses personnes, il y a confusion avec la fête des mères (journée instituée par Pétain en 1941 pour repeupler la France), ou encore négation par les médias de l'aspect de lutte et de solidarité internationale en claironnant «journée de la Femme». On peut noter la manipulation idéologique similaire à celle du 1er mai : ce dernier n'est-il pas inscrit sur nombre de calendriers comme la fête du travail alors qu'il s'agit de la journée de solidarité internationale des travailleurs ?

Cette recherche sur l'histoire du 8 mars – ici bien succincte – montre l'opacité permanente de l'histoire des femmes : si les femmes, leurs actions et leurs initiatives, étaient mieux prises en compte et reconnues n'éviterait-on pas ce doute sur l'histoire du 8 mars ? Malgré les doutes sur l'origine de cette journée et les sujets en débat, l'important n'est-il pas d'en profiter pour affirmer notre droit à l'égalité et à la dignité et nos revendications et manifester notre solidarité à toutes les femmes en lutte dans le monde ?

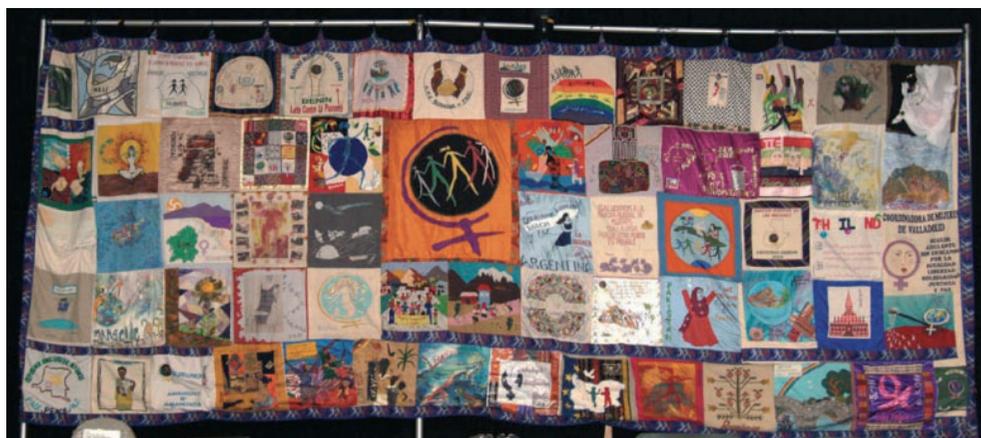
Pour que vive le 8 mars, Journée internationale de lutte de toutes les femmes pour leurs droits !

Élisabeth Claude

Groupe Pierre-Besnard de la FA

Marche mondiale des femmes

Déjà une **histoire** !



Carrés de courtepoinette représentant la valeur de la Marche mondiale des femmes.

1995 : du pain et des roses

En 1995 la Fédération des femmes du Québec (FFQ) organise une marche de 200 km pour « du pain » – c'est-à-dire des emplois et des salaires décents pour tous, l'équité salariale et « des roses » – c'est-à-dire de meilleures conditions de vie, permettant une conciliation harmonieuse des responsabilités professionnelles et familiales, ainsi qu'une protection sociale et un système public de santé dignes de ce nom.

Le 26 mai, des centaines de femmes entreprennent une marche à pied de 10 jours vers Québec pour aller manifester devant le parlement contre la pauvreté des femmes. Par cette marche elles obtiennent des améliorations pour la vie des femmes de leur pays.

Contre la pauvreté et la violence : 2 000 bonnes raisons de marcher !

Dans les suites de la marche « Du pain et des roses » en 1995, l'idée d'entreprendre une Marche mondiale des femmes pour marquer le début du XXI^e siècle a germé dans l'imaginaire de militantes québécoises et de déléguées de plusieurs pays du Sud venues marcher avec les Québécoises. Des femmes du monde entier se sont solidarisées contre la pauvreté et la violence envers les femmes. Des comités de coordination et des groupes de femmes ont été mis sur pied dans de nombreux pays et plus de cinq millions de femmes et d'hommes à travers le monde répondent à l'appel.

Vingt et une revendications sont structurées en quatre blocs distincts :

- instaurer des programmes pour lutter contre la pauvreté et la violence ;
- redistribuer la richesse pour améliorer les conditions de vie ;
- éliminer la discrimination envers toutes les femmes ;

– établir des lois pour le respect des droits des femmes.

Le 16 octobre 2000, une délégation internationale de femmes a rencontré les dirigeants du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale et le 17, la Secrétaire générale adjointe des Nations Unies, pendant que 10 000 femmes venues de tous les continents manifestaient dans les rues de New York.

2005 : la Charte mondiale des femmes pour l'humanité.

Notre volonté de construire ensemble une Charte mondiale des femmes pour l'humanité répond à l'urgence de proposer des alternatives économiques, politiques, sociales et culturelles afin de rendre un autre monde possible. Après un processus de consultation et de rédaction collective qui a duré un an et demi, auquel ont participé des dizaines de groupes de toutes les régions du monde, la Charte a été adoptée lors de la Cinquième Rencontre internationale de la Marche mondiale des femmes (MMF), le 10 décembre 2004 à Kigali au Rwanda.

La Charte mondiale des femmes propose un monde basé sur 5 valeurs : égalité, liberté, solidarité, justice et paix.

La courtepoinette de la solidarité

Pendant la Marche, dans chaque pays, les femmes réalisent des carrés de courtepoinette qui, assemblés, composent la courtepoinette de la solidarité mondiale. Cette œuvre collective illustre les valeurs portées par les femmes et qu'elles ont inscrites dans la Charte mondiale des femmes pour l'humanité.

Les 28 et 29 mai 2005, les Marches de toute l'Europe convergent vers Marseille où se déroule la rencontre européenne de la Marche mondiale des femmes. Le 17 octobre

2005, la Charte arrive au Burkina Faso ; de midi à 13 heures, actions de solidarité ont lieu sur toute la planète.

La troisième action internationale, qui s'est déroulée du 8 mars 2010 au 17 octobre 2010, portait sur quatre thèmes :

– L'autonomie économique des femmes : capacité à pourvoir elles-mêmes à leurs besoins, l'autonomie économique est une notion plus large que l'autonomie financière dans la mesure où elle comprend aussi l'accès à la sécurité sociale et aux services publics.

– Biens communs et services publics : ce sont les besoins basiques pour une vie digne telle que la nourriture, l'eau, la terre, le logement, les connaissances et l'accès aux services publics (éducation, santé, énergie, etc.).

– Paix et démilitarisation : dénoncer les conséquences des conflits coloniaux, des conflits d'agression, des conflits d'occupation, des conflits de religion, des conflits menés par des dictateurs contre leur peuple, des conflits ethniques entre tribus ou groupes dans un pays ou région, des conflits aux causes économiques : viols, violences, morts, pauvreté, déplacement des populations...

– Les violences envers les femmes sont la caractéristique des systèmes patriarcal et capitaliste dont des hommes, des groupes d'hommes, les institutions patriarcales et les États se servent pour contrôler la vie, le corps et la sexualité des femmes.

Actions locales, nationales (8 mars et 12 juin à Paris), européennes (29 et 30 juin à Istanbul) et internationales (17 octobre à Bukavu, République démocratique du Congo) se succèdent.

Changer la vie des femmes pour changer le monde !

En 2015, la 4^e édition de la Marche mondiale débutera le 8 mars pour se terminer le 17 octobre. La Marche mondiale des femmes veut rompre avec le patriarcat, le capitalisme et le racisme, les trois systèmes d'oppression qui contrôlent nos vies dans le monde entier. Les gouvernements, pour satisfaire les pouvoirs économiques et financiers, font des choix politiques qui engendrent les crises financières, alimentaires, environnementales et sociales. Dans le système d'oppression patriarcale qui est le nôtre, les femmes sont les premières touchées et de plus en plus précarisées. Nous assistons à une montée de l'ordre moral réactionnaire et des intégrismes religieux qui induisent une montée alarmante des violences faites aux femmes, et particulièrement aux lesbiennes, aux handicapées et aux migrantes.

Tous les 5 ans depuis l'année 2000, les féministes du monde entier unissent leurs forces pour marcher ensemble avec l'objectif commun de construire un monde basé sur la Paix, la Justice, l'Égalité, la Liberté et la Solidarité.

Les thèmes de 2015

En France, en Europe, comme dans le monde entier, des actions collectives sont organisées sur les cinq thèmes de la 4^e Marche mondiale des femmes.

– **Justice climatique/souveraineté alimentaire.** La souveraineté alimentaire est le droit des peuples à une alimentation saine, produite par des méthodes écologiques et durables, et à définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles. Elle met celles et ceux qui produisent, distribuent et consomment des aliments au cœur des systèmes et des politiques alimentaires, et non les marchés et les entreprises.

Ce principe reconnaît la contribution des femmes dans la production alimentaire : de l'agriculture à la préparation et à la distribution de nourriture. D'où la nécessité de répartir équitablement les terres et les conditions de production entre hommes et femmes, et la nécessité de redistribuer le travail de prendre soin de leur famille et des autres.

Nous voulons agir à travers la plantation et l'échange de semences paysannes et de variétés locales, par des actions directes dans les supermarchés, en organisant des marchés de la souveraineté alimentaire, par l'agriculture urbaine, et bien plus encore !



Lors du voyage de la caravane en Europe nous voulons échanger des expériences avec des femmes de toute l'Europe sur la biodiversité, l'agriculture locale et les alternatives dans la production, la distribution, la consommation et la préparation d'aliments.

– **Violences contre les femmes.** En ce début de XXI^e siècle, la complaisance, les préjugés et le déni existent toujours de manière tenace face aux violences faites aux femmes. Il y a une universalité des violences faites aux femmes, même si ces violences ont des réalités transnationales et transculturelles qui prennent des formes différentes selon les sociétés et les cultures. Leur existence est un phénomène, un fait social que l'on retrouve de façon pérenne dans toutes les classes sociales, toutes les cultures, toutes les religions, toutes les situations géopolitiques... Les causes des violences faites aux femmes trouvent leurs racines dans la haine de l'altérité et dans la croyance que la domination machiste est le seul mode de survie de l'espèce.

Nous ne nous reconnaissons dans aucune forme de domination, qu'elle soit sexiste, raciste, coloniale, homophobe ou capitaliste. Nous voulons construire une société réellement égalitaire.

– **Montée des extrêmes (extrême droite et extrémismes religieux).** La montée des extrémismes que sont les mouvements politiques d'extrême droite et les fondamentalismes religieux est une réalité partout dans le monde. Tous ces mouvements cheminent ensemble et développent leur discours populiste sur le terrain fertile des crises de la société et du capitalisme (crises économique, sociale, écologique, politique et démocratique). Ils exploitent la désespérance de gens terrassés par la pauvreté, la précarité et le chômage, alimentent un discours de retour aux traditions nationales, communautaires, religieuses et érigent en dogme des valeurs de rejet, de la haine de l'Autre et de repli sur soi. Ils constituent une menace grave pour les sociétés et ne sauraient représenter une réponse aux crises auxquelles nous faisons face.

Face à ces menaces, nous voulons : défendre la laïcité comme espace commun à toutes et tous pour vivre ensemble, quelles que soient nos croyances ou nos incroyances ; lutter pour la défense de nos acquis, l'application des lois existantes et l'obtention de nouveaux droits en faveur de l'égalité des sexes ; agir sur les représentations collectives, qui sont au fondement du patriarcat : éducation non sexiste, éducation

civique et laïque; dynamiser et fédérer nos solidarités pour montrer qu'un autre monde est possible et que nous le construisons.

– **Migrations et mondialisation.** La spécificité de la situation femmes migrantes nous invite à examiner en quoi elle mérite une analyse, une action associative et des revendications dédiées. Nous devons prendre en compte leur exposition à des discriminations juxtaposées, liées au genre, à la classe sociale, à l'origine ou à la couleur de peau, ce qu'on appelle l'intersectionnalité des discriminations qui se croisent et se renforcent. Nous revendiquons l'universalité des droits des femmes, comme la citoyenneté, l'autonomie financière ou l'émancipation sexuelle.

En France, en 2015, des femmes issues de l'immigration sont encore soumises à des accords bilatéraux avec les pays d'origine comme le Maroc ou l'Algérie, et subissent les lois inégalitaires de ces pays sur le sol français. Certaines violences, comme les

mutilations génitales et les mariages forcés, frappent spécifiquement les femmes, les adolescentes et les filles, que ce soit dans les pays d'origine ou les pays d'accueil.

Notre lutte consiste donc à soutenir l'autonomie financière et juridique des femmes émigrées, à accompagner les démarches des sans papiers qui se battent pour leur régularisation, à lutter contre les violences spécifiques auxquelles elles sont exposées, et à les faire bénéficier pleinement de l'égalité des droits.

– **Travail des femmes et autonomie financière.** L'accès des femmes au travail salarié est un enjeu féministe dans la mesure où cela devrait leur permettre une autonomie financière et économique. Or, si les femmes ont largement investi le marché du travail, elles sont loin d'avoir atteint l'autonomie. Les femmes sont toujours cantonnées dans un nombre de métiers restreint majoritairement peu valorisés. Trop d'inégalités existent encore au travail entre les femmes et les hommes : salaires, précarité,

temps partiel, plafond de verre et plancher collant, manque de reconnaissance et qualification des postes occupés par les femmes, pénibilité et mauvaises conditions de travail spécifiques ne sont pas prises en compte... Des lois existent, mais elles ne sont pas ou peu appliquées, les moyens pour imposer des mesures aux entreprises et administrations étant largement insuffisants... Malgré les luttes et les lois (égalité salariale, lutte contre les discriminations à l'embauche), ce combat reste à mener. Sur le marché du travail, nous devons nous battre contre deux systèmes d'oppression, le capitalisme et le patriarcat.

Chaque dernier mercredi du mois, l'émission Femmes libres partage son temps d'antenne avec les marcheuses ! La caravane européenne réalisera des reportages qui seront diffusés sur plusieurs radios (Radio B à Bourg en Bresse, Radio Galère à Marseille, Radio libertaire à Paris le mercredi à la fin des programmes).

Le programme de la Marche mondiale des femmes 2015

8 mars : Lancement de la Marche, partout dans le monde.

Manifestation à Paris, départ de la place de la République à 14 h 30.

Départ de la caravane féministe européenne en Turquie, puis au Kurdistan.

24 avril : 24 heures de solidarité féministe internationale pour l'anniversaire de la catastrophe « Rana Plaza ».

La 4^e action de la Marche mondiale dénonce les conditions misérables des ouvrières de grandes chaînes multinationales. Le 24 avril 2015, de 12 heures à 13 heures sur toute la planète, les femmes réaliseront une action solidaire en mémoire des ouvrières du Rana Plaza, dont le bâtiment insalubre où elles travaillaient s'est effondré au Bangladesh en 2013 faisant un millier de morts dont une grande majorité de femmes.

En France, nous organiserons cette heure de solidarité, et des débats et formations pour mieux comprendre pourquoi nous en arrivons à ces situations et quelles sont nos responsabilités, en tant consommatrices, en tant que femmes.

6 et 7 juin : agora féministe nationale à Nantes.

Après Paris, Marseille et Montreuil, cet événement national sera organisé conjointement avec l'Espace Simone de Beauvoir. Le programme est en cours de finalisation.

19 septembre : rencontre des femmes du Bassin méditerranéen à Marseille.

Cette rencontre sera organisée à la Villa Méditerranée sur le thème de la « Montée des extrêmes : extrême droite et religieuses. » Nous ferons se rencontrer et témoigner des femmes de la Méditerranée sur la montée des extrêmes, les politiques d'austérité qui engendrent ces extrêmes et les courants migratoires qui en découlent.

17 octobre : clôture de la Marche à Lisbonne, au Portugal.

Pour s'inscrire, en savoir plus : <https://marchemondialedesfemmes2015.wordpress.com>.



Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place. » **Inconnu**

Gustave Hervé (1871-1944)

Du socialisme révolutionnaire antimilitariste au fascisme

Philippe Pelletier

Groupe Nestor-Makhno
de la Fédération anarchiste

COMMENT UN HOMME comme Gustave Hervé (1871-1944) a pu passer du socialisme révolutionnaire, antimilitariste et proche des anarchistes, à un «socialisme national», admirateur de Mussolini et favorable à Pétain (dès 1935), via un ralliement à l'Union sacrée en 1914? Lui, un militant infatigable, un homme courageux qui a payé ses idées révolutionnaires de plusieurs mois de prison?

Cette question ne constitue pas seulement un point d'histoire. Elle nous intéresse maintenant, à un moment où un souverainisme puise aussi bien à droite qu'à gauche de l'échiquier idéologique, sans parler du ralliement des ex-écologistes à l'impérialisme en France ou en Allemagne¹.

Nous pouvons toujours tirer des «leçons de l'histoire», étant entendu que celle-ci n'est jamais la même, par définition. Les choses évoluent, mais sur fond de temporalités longues et de structures profondes. Des causes similaires produisent des effets proches. C'est pourquoi l'idée actuelle d'un «post-fascisme» – hypothèse à affiner sans cesse – est nécessaire pour que les forces libertaires et émancipatrices ne se trompent ni dans l'analyse, ni dans les réponses².

Étudier l'évolution de personnages emblématiques et populaires, comme l'était assurément Gustave Hervé, nous permet ainsi de comprendre les mécanismes d'évolution, et les facteurs d'un contexte qu'il ne faut évidemment pas essentialiser.

L'itinéraire d'un polémiste

Enfant de Recouvrance, un quartier populaire de Brest, Gustave Hervé démarre en 1900 sa carrière de professeur et de propagandiste dans l'Yonne³. Dans cette terre plutôt acquise aux idées allemandes du socialisme révolutionnaire, il crée un bastion

qui lui sera longtemps favorable. Il y lance des journaux militants et populaires de plus en plus lus. Propagandiste, écrivain et conférencier infatigable, il sillonne la région puis la France, exposant «des idées de libre pensée, d'antimilitarisme et de socialisme» («Conseils aux conscrits», 1903).

À partir de la guerre russo-japonaise (1904-1905), il est favorable à un antimilitarisme «internationaliste et antipatriotique» (*Leur Patrie*, 1905). Il entretient des rapports avec l'Association internationale antimilitariste, créée en 1904 sous l'impulsion d'anarchistes ou d'anarchisants (Yvetot, Almereyda), rapports néanmoins «troubles»⁴.

Favorable au regroupement des socialistes en un seul parti, il prône une démarcation vis-à-vis des radicaux-socialistes, une méfiance vis-à-vis de l'électoratisme, qu'il ne rejette cependant pas, et l'insurrection. Il feraille contre Guesde et Jaurès.

En décembre 1906, un mois après le Congrès de Limoges du Parti socialiste où il réaffirme son antimilitarisme antipatriotique, il fonde *La Guerre sociale*, «organe de liaison entre les anarchistes de la CGT [...] et les socialistes unifiés les plus avancés». Il tente de faire passer ses positions, désormais qualifiées d'«hervéisme», lors du congrès de Stuttgart de la Deuxième Internationale (août 1907). En vain. Comme on sait, même la motion Vaillant-Jaurès, plus modérée que la sienne, ne réussit même pas à l'emporter face aux socio-démocrates allemands qui récuse toute idée de grève générale ou d'insurrection en cas de déclenchement de la guerre.

Gustave Hervé soutient la création des Jeunes Gardes, issues de l'Organisation de Combat lancée en août 1909 par Almereyda, Merrheim, Durupt et Sébastien Faure, qui se veulent en quelque sorte l'équivalent ouvrier

et révolutionnaire des Camelots du Roi, et dont le point d'orgue est atteint lors des manifestations contre l'exécution de l'anarchiste catalan Francesc Ferrer (octobre 1909).

Les positions de Gustave Hervé lui attirent l'hostilité farouche de la bourgeoisie et du clergé. Condamné par la justice à de lourdes peines et sous plusieurs motifs à six reprises («provocation de militaires à la désobéissance», «injures à l'armée...»), il effectue au total quarante mois ferme en prison. Révoqué de l'enseignement public (1901), il devient avocat, puis il est radié du barreau de Paris à cause de ses idées politiques (1905).

Pourtant, dès le début de la guerre, en juillet 1914, ce socialiste insurrectionnel antimilitariste devient un propagandiste acharné de la cause patriotique. Il est élu «grand chef de la tribu des bourreurs de crâne» par *Le Canard enchaîné* (20 juin 1917).

Après la guerre, alors que les partisans de Kropotkine et du Manifeste des Seize restent au sein de l'anarchisme, Hervé glisse peu à peu aux avant-postes des droites extrêmes. En 1919, il fonde le PSN (Parti socialiste national), où adhèrent Alexandre Zévaès (ancien député guesdiste), Jean Allemane (ancien communaliste, socialiste révolutionnaire) et Émile Tissier (ex-guesdiste marxiste).

Gustave Hervé admire le fascisme de Mussolini, son «vaillant camarade» comme il l'appelle lors de la Marche sur Rome (1922). Il admire également Hitler, et trois ans avant les non-conformistes de l'Ordre nouveau, il lui écrit une lettre en 1930 qui lui vaut une réponse élogieuse de la part du Führer⁵. Mais, n'étant pas anti-sémite, position qu'il conservera toute sa vie, Hervé récuse cette dimension du nazisme. Son journal *La Victoire*, qui prend le relais de *La Guerre sociale* en jan-

vier 1916, bénéficie de subsides provenant du régime mussolinien, et, probablement, du régime hitlérien. Dès 1935, il lance le slogan «c'est Pétain qu'il nous faut». Devenu l'un des plus fervents partisans du Maréchal, il prend cependant ses distances avec lui dès 1940. Il est même inquiet par la Gestapo en août 1943.

Les risques de l'outrance et de la surenchère

Lors de mes lectures de jeune militant, j'avais été frappé par l'enthousiasme de certains écrivains sympathisants de l'anarchisme envers *La Guerre sociale*, puis par sa soudaine absence d'évocation après 1914. Tout juste pouvait-on apprendre qu'Hervé était devenu chauvin, mais sans aucune explication, et sans savoir qu'il basculerait dans le fascisme. De ce point de vue, le livre de Gilles Heuré qui livre l'ensemble du parcours de Gustave Hervé constitue une œuvre de salubrité publique.

La première leçon à tirer est que les militants, souvent de bonne foi – mais on sait que l'enfer est pavé de bonnes intentions – aiment les belles histoires qui confortent leur aspiration à un idéal pur, homogène, sans taches, ni dérives, déconnectée d'un contexte, quitte à n'en prendre qu'une partie – la plus jolie.

Ce grave défaut qui flirte avec le dogme et qui rend myope, nous le retrouvons malheureusement de façon régulière. Pensons à la Révolution espagnole où, si le ministérialisme de la CNT-FAI peut difficilement être occulté, il n'en va pas de même à propos du gouvernement Casado à Madrid en 1939 ou des différentes trajectoires qui ont traversé l'anarcho-syndicalisme ibérique après la victoire du franquisme. De ce point de vue, la récente parution en français des mémoires de Juan Garcia Oliver est résolument salutaire⁶.

La période d'emprisonnement constitue manifestement un tournant pour Gustave Hervé. Même s'il reste toujours aussi enflammé à sa libération, son rapport à la patrie a évolué, peut-être au contact avec d'autres emprisonnés comme des Camelots du roi. La prison est certes un lieu qui permet du recul, mais elle rabote aussi les esprits selon les caractères ou les circonstances.

Par conséquent, tout mouvement qui y verrait un moyen de radicalisation personnelle et collective (action-répression-action...) encourt un certain risque, telle semble être la seconde leçon. Surtout si le contexte évolue entre-temps: or c'est le cas pour Hervé. Pendant sa troisième et dernière période d'emprisonnement (mars 1910-juillet 1912), la position syndicaliste révolutionnaire du mouvement ouvrier et de la CGT subit en effet du recul... La déconnexion entre une base qui devient moins radicale et des hérauts qui restent campés sur des positions enflammées crée chez ceux-ci désillu-



sions et frustrations. Le registre de l'outrance pour l'outrance peut alors prendre un autre habillage idéologique. En quelque mois, l'antipatriotisme enflammé de Gustave Hervé se transforme ainsi en un patriotisme non moins virulent d'autant que les foules enivrées par le chauvinisme confortent un tel revirement...

Cette troisième leçon est probablement la plus actuelle tant des militants exaltés s'empressent à trouver dans tel ou tel combat la réalisation si attendue de leur romantisme révolutionnaire ou, plus prosaïquement, de leur soif de castagne qui n'est pas exempte d'un machisme rampant. Dans le discours ad hoc sur les vertus supposées de la violence, il suffit bien souvent d'enlever l'adjectif révolutionnaire pour trouver le fond brutal.

Autrement dit, pour que les choses soient claires, toute violence n'est pas révolutionnaire en soi, et toute révolution n'est pas nécessairement violente. En déclamant le contraire, Gustave Hervé s'est retrouvé en porte-à-faux avec le cours de l'histoire. Son appel à la violence est devenu soutien de la guerre militaire et, parallèlement, car l'un n'exclut pas l'autre, également confirmation de la stratégie pacifique par l'électoratisme et l'antiparlementarisme.

Les dangers de la démagogie

C'est d'ailleurs ce que lui reprochent à l'époque, et précocement, certains anarchistes qui voient dans son double discours – virulence d'un côté, élections de l'autre – une façon de duper les masses tout en roulant pour la nouvelle classe de politiciens qui décrocheront le Graal gouvernemental (avec avantages afférents) lors de l'Union sacrée.

Jean Grave dénonce ainsi, chez Hervé, « toute sa surenchère et comédie sur-révolutionnaire », plaignant « les naïfs » qui l'ont suivi et qui ont payé « les pots cassés » par la répression⁷. En juillet 1910, *Le Libertaire* prédit même qu'« on peut fort bien se réveiller nanti d'un Comité de salut public, présidé par un hervéiste jaloux de la gloire sanguinaire d'un Fouquier-Tinville ! »⁸.

Dès 1906, au congrès socialiste de Limoges, Hervé a davantage confiance, contre la guerre, dans le gouvernement français (« grâce au travail de propagande » et « grâce aussi à la réaction antimilitariste née de l'affaire Dreyfus »), et moins dans « les Allemands » (qui doivent nous informer « qu'ils vont trouver le moyen de dire à leur Kaiser la même chose que nous à nos gouvernements »)⁹. Jean-Pierre Hirou en conclut d'ailleurs que « le fameux tournant d'Hervé ne fut pas si brutal qu'on pourrait le croire » et qu'il se dessine dès cette époque¹⁰.

Sur le fond, la question de la patrie et de la nation constitue une pierre d'achoppement. Historiquement, l'anarchisme se distingue de certaines positions radicales du marxisme puis du léninisme. Pensons à la Commune de Paris ou au Manifeste des Seize dont René Berthier vient de décortiquer la logique opérant moins sur un plan théorique



(« les travailleurs n'ont pas de patrie ») que sur un plan pratique (« certains impérialismes sont objectivement plus dangereux que d'autres », le rôle réactionnaire de la social-démocratie allemande...) ¹¹. Pensons également à des textes de Bakounine ou de Reclus¹².

S'y ajoute, chez Hervé, le retour spectaculaire à son éducation bretonne, religieuse et conservatrice, retour qui semble confirmer cette analyse de Reclus : « L'esclave qui se révolte contre les coups de fouet n'apprend pas la pratique de la liberté par un coup de vengeance ; le collègien qui s'émancipe en se proclamant athée ou en se faisant recevoir franc-maçon n'en garde pas moins la trace avilissante de son éducation bourgeoise »¹³.

La conception, chez Hervé, d'un socialisme à la fois national et chrétien (pour ne pas dire catholique) à partir de 1918 est d'ailleurs ce qui l'a empêché de rallier les forces fascistes en France qui se voulaient athées, sinon anti-cléricales¹⁴. Marcel Bucard, qui rejoint les rangs du PSN d'Hervé en novembre 1932, le quitte ainsi dès septembre 1933 pour fonder le Francisme, « mouvement d'action révolutionnaire »¹⁵.

La cinquième et dernière leçon à tirer est donc une méfiance résolue envers toute démagogie, surtout si celle-ci est articulée à un carriérisme personnel. Il faut analyser avec soin, au risque du procès d'intention, toutes les ambiguïtés véhiculées dans certains discours. Mais de cela seul un mouvement fort, clair sur ses pratiques de fonctionnement (la révocation des mandats, par exemple), donc élargi par un pluralisme reposant sur le fédéralisme, peut se garder.

P. P.

1. Par exemple, l'intervention de l'État et des militaires français en Afrique sous couvert de défense des droits de l'homme pour protéger les mines d'uranium d'Areva.

2. Corcuff Philippe (2014) : *Les Années 30* reviennent et

la gauche est dans le brouillard. Paris, Textuel, 146 p.

3. Heuré Gilles (1997) : *Gustave Hervé, itinéraire d'un provocateur*. Paris, La Découverte, 370 p.

4. Heuré, op. cit., p. 186.

5. Heuré, op. cit., p. 294.

6. Garcia Oliver Juan (2014) : *L'Écho des pas*. Toulouse, Le Coquelicot, 642 p. Regrettons toutefois l'incroyable nombre de coquilles ou de traductions approximatives.

7. Grave Jean (1973) : *Quarante ans de propagande anarchiste*. Paris, Flammarion, 608 p., p. 210 et p. 444.

8. Heuré, op. cit., p. 187.

9. Hirou Jean-Pierre (1995) : *Parti socialiste ou C.G.T. ? (1905-1914) – De la concurrence révolutionnaire à l'union sacrée*. Pantin, Acratie, 322 p., p. 250.

10. Hirou, op. cit., p. 251.

11. Berthier René (2014) : *Kropotkine et la grande guerre*. Paris, Les Éditions du Monde libertaire, 280 p.

12. Bakounine Michel (1869) : « Lettres sur le patriotisme ». Paris, Œuvres, Stock + Plus, 1980 (1895), vol. *, p. 239-292. Reclus Élisée (1904) : « Patrie et humanité ». Œuvres sociales, Alexandre Chollier et Federico Ferretti éd., Genève, Héros-Limite, 258 p., p. 241-243.

13. Reclus Élisée (1888) : « L'Anarchie n'est pas la réaction naturelle contre l'excès d'autorité ». Élisée Reclus, *Les Grands textes*, présentés par Christophe Brun, Paris, Flammarion, 2014, p. 371.

14. Tout rapprochement avec la « défense de la laïcité » actuellement prônée par le Front national n'est pas fortuit...

15. Bucard est l'un des premiers adhérents du Faisceau – premier parti fasciste français fondé en 1925 par l'ex-anarchiste, sorélien puis membre de L'Action française, Georges Valois – qu'il quitte en 1927. Hervé donne en décembre 1927 une conférence sur le PSN, présidée par Philippe Lamour, également membre du Faisceau de 1925 à 1928 qu'il quitte pour fonder la revue *Plans* dans laquelle est publié, en décembre 1931, le premier Manifeste antiproductiviste de l'Ordre nouveau. Hervé accusait Valois de lui faire une concurrence déloyale.

Corruption dans la République

VOUS AVEZ AIMÉ Histoire secrète du patronat (ML n° 1760), vous adorerez Histoire secrète de la corruption sous la V^e République. Certaines organisations patronales et autres officines secrètes, des entreprises de l'aviation ou du BTP participent par des méthodes peu orthodoxes au financement des partis politiques et étendent leur zone d'influence dans les pays du tiers-monde au détriment des intérêts des populations. Toutefois, il faut savoir définir cette notion de corruption pour mieux la dénoncer. En réalité il y a une myriade de corruptions touchant une diversité de personnes.

De quelle corruption parle-t-on ?

La corruption a toujours existé dans les différentes Républiques. Rappelons-nous l'affaire de Panama ou l'affaire Stavisky sous la III^e République, les scandales immobiliers et les trafics alimentaires aux débuts de la IV^e pourtant issue des principes de la Résistance. Enfin, il y a loin de la coupe aux lèvres entre les idéaux gaullistes qui ont berné les Français et les trafics du Service d'action civique (SAC), les manœuvres de Françafrique (objectif pétrole), les autres scandales immobiliers des années 1970 comme La Garantie foncière. Les discours sont trop beaux pour cacher cette quête de l'influence, de l'argent clandestin, de la manipulation des instances politiques.

Initialement la corruption se définit biologiquement comme une altération progressive et inéluctable des êtres naturels. Institutionnellement, elle correspond à un trafic de dons, de propositions pour obtenir un avantage, un marché, une distinction. La pratique des dessous-de-table se perfectionne sans cesse avec multiplication de sociétés écrans dans des îles exotiques, sophistication de processus grâce à l'informatique, enrichissant des personnes titulaires d'un pouvoir sans contrôle. Corrompus et corrompueurs se tiennent par l'argent et le vertige du pouvoir. C'est bien une forme de décomposition de la société.

Des corrupteurs et corrompus imaginatifs

Grands et petits, fonctionnaires, patrons, journalistes, nombreux sont ceux qui en « croquent » en confondant les rôles et les fonctions. Exemple : comment être expert pour apprécier en toute neutralité les risques induits par un nouveau médicament, scandale du Mediator ? Comment faire croire en l'impartialité des agents, lorsque des poli-

ciers fabriquent de fausses preuves ou « piquent » dans les réserves de produits dopants à la Préfecture de police ? Bravo l'exemple !

Dans les années 1970, les scandales liés à l'urbanisme éclaboussaient surtout les gaullistes, les giscardiens avaient trouvé cette formule : les copains et les coquins. Aujourd'hui, elle convient à tout le monde. La décentralisation n'a fait qu'accroître les magouilles et les montants des transactions. Le financement des partis politiques a été assuré abondamment par des collectivités comme la Ville de Paris ou le département des Hauts-de-Seine.

Certaines affaires sont couvertes par le secret défense comme pour l'uranium, donc on ne sait rien, au nom des intérêts de l'État !

Des meurtres restent inexplicables comme l'affaire de Broglie. Des gens qui savaient, des gens qui gênaient ? Mystère, on ne va pas jusqu'au bout de la logique, on condamne des comparses, des intermédiaires. Le livre composé de fiches accompagnées de bibliographie montre que contrairement aux apparences, tout se sait depuis longtemps mais il manque cette volonté d'aboutir. La Ville de Paris est un roman dans le livre mais quel responsable a été fondamentalement inquiété ? Certaines procédures échouent en raison d'erreurs grossières. Pourquoi ?

Vous retrouverez les fonds de l'UIMM, ceux des projets immobiliers de la Défense, les bureaux d'études bidons, l'Angolagate, célèbre trafic d'armes.

Les collectivités territoriales, en raison de l'émiettement des pouvoirs et le transfert de compétences pourvoyeuses de mannes financières copieuses sont plus petites que l'État et cela se voit moins. De ce fait, des affaires se concentrent sur la région parisienne avec la ville de Paris, le département des Hauts-de-Seine, mais la Polynésie Française, le Sud de la France ne sont pas en reste notamment en matière d'urbanisme commercial, de délégation de gestion de service public dans les secteurs de l'eau et de l'énergie.

Un vague écœurement

Le lecteur pourra procéder à une lecture soit intégrale de l'ouvrage comme un sinistre roman, soit choisir les fiches en fonction des régions, des pays, des secteurs économiques.

Des entreprises pratiquent le mélange des genres en embauchant avec de très fortes rémunérations, par exemple, les enfants d'élus virés en cas de défaite électorale.

Quelques exemples de scandales : dans le monde de l'art comme l'affaire Giacometti, la captation d'héritage de riches personnes âgées, les dépenses fastueuses des dirigeants africains avec villas sur la Côte d'Azur, véhicules de collection alors que leurs peuples sont misérables, les paris truqués et les transferts de joueurs dans le monde du sport, les affaires des laboratoires pharmaceutiques.

Chacun ressortira vaguement écœuré de cette lecture. Pas de grandes découvertes mais cette accumulation donne quelque peu le vertige et contrairement aux espoirs des auteurs, les modifications législatives ne font que provoquer plus d'imagination chez les fraudeurs, sans trop les inquiéter. La vertu appelée par beaucoup ne peut se concevoir que dans un changement radical de notre société.

Francis Pian



Histoire secrète de la corruption sous la V^e République, Collectif sous la direction de Y. DENOËL et J. GARRIGUES, Éditions Nouveau Monde 2014, 623 pages, 24 euros. En vente à Publico, 145, rue Amelot, 75 011, Paris. Chèque à l'ordre de Publico. Rajoutez 10 % pour le port.

Le choix, le désir et le non-avoir



DANS LES PREMIÈRES PAGES du livre, nous faisons connaissance avec un enfant qui passe de sa famille à un foyer, accompagné d'une valise, et qui change d'école souvent : pourquoi cette errance ?

Puis l'enfant grandit et, dans un foyer tenu par des religieuses, elle rencontre une militante du Mlac qui lui donne cette affiche reproduite ci-dessus.

Quand on s'appelle Désirée, qu'on a compris depuis longtemps que, désirée, justement, on ne l'avait pas été, cette affiche frappe fort !

En filigrane permanent se trouve en effet la question du désir et du non-désir d'avoir un enfant : selon les périodes, selon les âges, selon les sexes, chaque parcours est particulier et il est important de choisir ce que l'on veut faire de sa vie : comme le dit Marie : « Je n'allais pas mettre mes projets sous le paillason » et, grâce à la loi autorisant l'avortement, elle a pu avorter dans de bonnes conditions, contrairement aux mères de Désirée ou d'Antoine qui durent assumer trois grossesses en trois ans.

La grande force des deux auteurs est de mêler histoire individuelle et histoire sociale. Contournant le larmoiement, ils nous montrent que notre histoire personnelle rencontre toujours les événements contemporains. Ils refont vivre les slogans féministes : « Le personnel est politique » ou : « Le privé est politique ». Ils

nous rappellent les étapes de la lutte, les arguments des opposants, les insultes reçues par Simone Veil lors du débat de la loi qui porte son nom. Les outils de l'avortement sont dessinés : que ce soit les objets du quotidien des femmes quand l'avortement est illégal (cintre, queue de persil, aiguille à tricoter, os de poulet...) ou les 31 objets contenus dans la valise Karman. Ils répondent à tous les préjugés des anti-avortement.

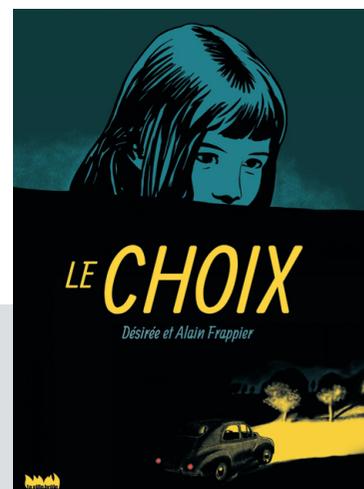
Et, comme dans un DVD, nous avons droit à des bonus : des documents d'époque comme « le Manifeste des 343 » paru dans *Le Nouvel Observateur* du 5 avril 1971 ou la une de *Charlie Hebdo* du 12 avril, des tracts, des rencontres avec des militantes du Mlac ou du Planning familial comme Joëlle Brunerie-Kaufman ou Marie-Pierre Martinet, une bibliographie...

Plus surprenant : écouter la bande originale de la BD sur le site de Philippe Guerrieri <http://bofandbol.free.fr>

Les auteurs accompagnent la diffusion de leur roman dans de nombreuses librairies : pour savoir où les rencontrer : <http://dafrappier.weebly.com/agenda.html>

Élisabeth Claude

Émission Femmes libres sur Radio libertaire, groupe Pierre Besnard de la FA



Désirée et Alain Frappier, *Le Choix*, éditions La ville brûle, 120 pages, 15 euros. En vente à la librairie Publico, 145, rue Amelot, 75 011 Paris. Chèque à l'ordre de Publico. Rajoutez 10 % pour le port.

Lettre ouverte aux survivants

De l'économie de la catastrophe à la société du don

« Le travail – cette activité aliénée de l'homme- nuit gravement à la santé ».

C'est ce que démontre point par point Sergio Ghirardi dans ce livre qui redonne de l'espoir à celles et ceux qui l'auraient égaré en cours de lutte...

Il explique que le capitalisme, bien épaulé par ses sœurs incestueuses : les religions, quelque soit le nom qu'elles portent : catholicisme, islamisme, protestantisme etc, s'est appliqué consciencieusement à créer « l'homme économisé » ou « prolétarisé ».

« Tant que la dernière parcelle de sacralité polluera la prise de conscience critique des hommes, la société restera fondée sur le couple mystico-mécaniste qui l'a fait dégénérer et devenir aussi artificielle qu'inhumaine... l'homme est l'esclave de la logique de sacrifice dont les religions ont fait depuis toujours la propagande, pendant que l'économie encaissait les dividendes sous forme de travail. »

« La violence est, en fait, l'arme absolue et l'alibi d'un capitalisme qui assujettit les êtres humains à une peur sans fin pour empêcher ainsi la fin de la peur. »

Sergio Ghirardi, qui décidément, et il a bien raison, n'écrit pas de main morte continue son réquisitoire : « Riche de misères ou pauvre d'une conscience polluée, titulaire d'un compte en banque mais aussi d'un taux de cancer de la prostate, des ovaires, des poumons, du sein, en perpétuelle hausse boursière, l'homo oeconomicus est accablé par des vaches folles, des gripes aviaires, des océans de mercure, avec l'effet de serre comme touche finale. Il a à peine fini de respirer à pleins poumons l'air de Seveso et de Bhopal, qu'il s'illumine de Tchernobyl en attendant la suite de son obsolescence passant D'Hiroshima à Fukushima. »

Et comme il n'est pas homme à ménager qui que ce soit pour nous faire réagir, Sergio continue sur sa lancée : « S'il lui reste encore un

peu de temps libre et de sous, il part s'amuser sur les plages de Thaïlande où, ignorant le tsunami qui l'attend, il goûte des ersatz de poulets élevés à la chaîne. »

Revenons un peu aux « opiums du peuple ». Et si ça n'était pas si tragique, cela prêterait à rire : « On a gagné ! » est le souriant cri de douleur réitéré par tous les perdants. »

L'être humain « apprend la renonciation de soi pour se faire enrôler en femme, nègre, producteur, consommateur, gardien, supporter, bête de somme, victime sacrificielle, prêtre, patron, milliardaire, clochard. Plus ou moins indignement traité, il est toujours interprète d'un rôle où l'individu survit à sa propre absence en se pliant au conformisme, car le monde despotique de l'économie planétaire est formel : ça ne peut fonctionner qu'ainsi. »

STOP ! Justement, non !

Nous sommes au bord de l'abîme mais il reste des façons d'agir, sans attendre. Par contre nous devons le faire rapidement, par une révolution sans armes, pour enfin, au bout du bout devenir un être humain nouveau tel que le décrit Sergio Ghirardi :

« L'homme nouveau ne sera pas un stakhanoviste ni un paysan productiviste, primaire et moraliste. Il sera plutôt un créateur heureux de son inépuisable inventivité dans une complicité renouvelée avec la terre. Il sera l'homme enraciné et mobile d'un pays sans frontières. Humain dans le sens étymologique du terme : union de humus et de main. La prothèse créative de l'homme réunie avec sa matière originelle, la terre vive et féconde. »

D'ailleurs, de ci de là, des groupuscules de gens réinventent la vie.

Mais pas sur le modèle de 68 où la révolte, aussi intense qu'elle ait été fut relativement vite arrêtée et récupérée pour être vilipendée par les capitalistes qui ont toujours eu les moyens de nous manipuler, de grès ou de force.

« Il faut plutôt descendre de sa voiture et réapprendre à jouer. Recommencer à faire fonctionner son propre corps, avec ses sentiments, son intelligence. Rien ne peut véritablement nous en empêcher sauf notre complicité de serveurs volontaires. »

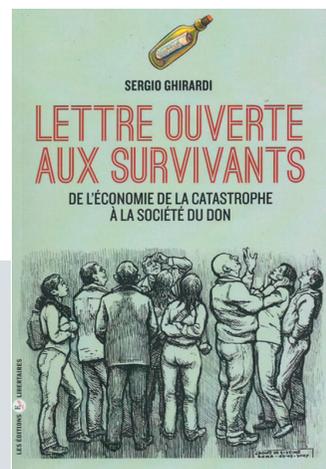
Et Sergio Ghirardi insiste que sans le bonheur naturellement retrouvé, une révolution sur la durée n'est pas possible.

« Il est question en pratique, de reprendre le chemin interrompu vers le bonheur que la volonté de vivre nous invite toujours à pratiquer. La vie est belle, mais uniquement en dehors du ghetto économiste. »

Dans son livre, Sergio Ghirardi nous met les points sur les i et nous propose une voie à suivre.

A nous de décider maintenant !

Laurence Warot



Ce livre est en vente à la librairie Publico 145 rue Amelot 75011 Paris. Son prix est de 13 euros. Chèque à l'ordre de Publico. Rajoutez 10% pour le port.



Hafed Benotman

Au revoir, camarade !

HAFED BENOTMAN est décédé ce 20 février. Il était écrivain. Il avait 54 ans. Il avait passé dix-sept ans en prison en trois fois pour braquages de banques, sans arme.

Écrivain, poète, metteur en scène, acteur, auteur de scénarios (film *Sur la planche* de Leïla Kilani), etc.

Hafed venait de terminer le tournage d'un film en Belgique dont il était l'acteur principal et y jouait le rôle d'un antiquaire. Le film s'appelle *Diamant noir* d'Arthur Harari et sera en salles entre août et septembre prochain.

Il était « sans papiers » Hafed (s'il avait été arrêté dans la rue, c'était directement la garde à vue). Mais rien ni personne ne pouvait empêcher cet homme là de faire ce qu'il jugeait bon de faire.

Comme de participer à des festivals, d'intervenir dans les médiathèques, dans des amphithéâtres d'IUT pour parler du racisme, de la prison, de l'enfermement en général.

Dans une pièce, chez moi, j'ai une affiche avec, quand même, le sigle de la préfecture de la Haute-Loire. Il y est écrit : « Tous ensemble contre le racisme », Pas d'histoire, douze regards sur le racisme au quotidien, avec la participation exceptionnelle du parrain de la soirée Hafed Benotman ? Quel détestable cynisme !

Alors oui, moi, Laurence Warot, qui était une des amies d'Hafed Benotman, j'accuse les gouvernements successifs d'avoir laissé cet homme sans papiers, donc sans Sécurité sociale, donc sans aucun moyen de se soigner ni d'avoir la possibilité d'avoir ne serait-ce qu'une chambre pour se loger, sans pouvoir avoir un téléphone, d'avoir par

imbécillité intellectuelle essayée de le clochardiser pour le faire taire.

Après l'avoir pratiquement tué une première fois en le laissant agoniser, sans aucun soin, parce que les matons avaient peur qu'il mente et qu'il en profite pour se faire la belle, alors qu'il souffrait mille morts en faisant son premier infarctus.

Hafed Benotman, dont Robin Cook parlait en disant : « Si je devais définir le travail de cet écrivain, je dirais que c'est son cœur qu'il arrache devant nous et pose, encore battant, sur la table, c'est le travail d'un homme qui – non de sa propre volonté, mais parce qu'il n'a pas le choix – entretient un rapport intime et familier avec l'horreur qui le hante. »

Le cœur, l'écriture, le goût des autres, l'amitié qu'il dispensait sans compter... Il riait aussi beaucoup, Hafed, il aimait faire la fête avec celles et ceux qu'il aimait.

Il m'avait dit un jour : « Laurence, tu sais je ne suis pas heureux, non, mais je suis joyeux. »

Et puis, pour presque terminer et je souhaite que la postérité le retienne comme tel, Hafed Benotman fut un génie de l'écriture. Il a inventé un style et c'est si rare !

Voilà, maintenant, je lui laisse la parole en recopiant quelques lignes d'un de ses poèmes, *L'Œil à clef* paru aux Éditions Domens :

« Voyance
L'avenir a parfois des clins d'œil
À ouvrir ce cercueil
Où ronfle mon destin
La mort est parmi moi
Je le sais
Je le sens
Et tant mieux pour ce tant pis. »

Laurence Warot

Bibliographie

Les Forcenés, Éboueur sur échafaud, Les Poteaux de torture, Marche de nuit sans lune, chez l'éditeur Payot & Rivages, coll. Rivages/Noir.

Garde à vie, livre pour les ados chez Syros.

L'Œil à clef Éditions Domens.

Le Philotoon's et *La Joue du roi* aux éditions L'Insomniaque.

Coco écrit par Hafed Benotman et illustré par Laurence Biberfed.

RADIO LIBERTAIRE

Jeudi 5 mars

15:00 > 16:30 **Bibliomanie**. Notre invité : Michel Moutot pour *Ciel d'acier* (Éditions Arléa).

20:30 > 22:30 **Jazzlib**. émission consacrée au pianiste Mc Coy Tyner.

Vendredi 6 mars

14:30 > 16:00 **Les oreilles libres**. Focus sur le festival Super Flux qui aura lieu à Tours du 18 au 22 mars.

Samedi 7 mars

11:30 > 13:30 **Chronique syndicale**. Lutttes et actualités sociales.

15:30 > 17:00. **Deux sous de scène**. Les invités sont : Thierry Sinda, pour le 12^e Printemps des Poètes des Afriques et d'Ailleurs du 14 mars au 22 mars 2015, et le metteur en scène Ulysse Di Gregorio pour *Psychose* de Sarah Kane.

Lundi 9 mars

16:00 > 18:00 **Trous Noirs**. Daniel Pinos évoque le congrès constitutif de la Fédération anarchiste des Caraïbes, qui regroupe des compagnons de Cuba et de Saint-Domingue.

Mercredi 11 mars

18:30 > 20:30 **Femmes libres**. Femmes qui luttent, femmes qui témoignent

« Je me souviens aussi... »

LAURENT MELON est un grand peintre. Pour s'en convaincre il suffit de se rendre à ses expos. Ou de lire *Les Fables d'Esopo* (Éditions libertaires) ou *La Légende des siècles* (Éditions libertaires) qu'il a somptueusement illustrés. C'est décalquant. Comme fut décalquante la décoration qu'il fit l'an dernier de la librairie Publico et de sa vitrine. Sa complice, Mary Waltz et ses masques et sculptures, complétait le « tableau ». Les passants s'arrêtaient tous dans la rue Amelot pour contempler. Ébahis!

Mais Laurent Melon est aussi un putain d'écrivain. Ce livre en témoigne.

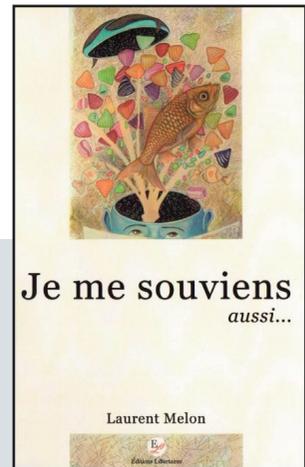
À la mode de Pérec, ce livre balaye, en effet, quarante cinq ans de ses souvenirs. C'est éclectique en diable. Il y a des souvenirs perso. Bien sûr! Mais également des souvenirs de toutes sortes. Sportifs, musicaux, culturels, politiques... Il y a là l'essentiel de ces dernières décennies. Quasiment un vrai livre d'histoire pour les pas nuls. Les anciens vont se faire un trip nostalgie. Les d'jeunes vont découvrir cinquante mille choses. Et, en plus, c'est formidablement bien écrit. C'est du Fellini dans le texte. Du Pasolini dans la musique des mots.

En début de livre, douze pages de ses peintures. En quadri, papier glacé. En 4^e de couv, un hommage appuyé de Benoist Rey: «Le même Melon n'a rien oublié de son enfance. Pour les plus jeunes, c'est le Tour de France des émotions, ça tient de l'inventaire à

la Prévert et du catalogue Manufrance des émotions, ça sent la cour de récré et le bistrot canaille. Mélangeant tendresse et rock, ce vieux bougre nous en ferait écraser une furtive! À déguster avec un bon coup de rouge d'Anjou.»

Sérieux, c'est un super bouquin!

Jean-Marc Raynaud



Laurent Melon, *Je me souviens aussi*, Édition libertaire, 80 pages, 13 euros. En vente à la librairie Publico, 145 rue Amelot, 75 011, Paris. Chèque à l'ordre de Publico. Rajoutez 10 % pour le port.

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



AGENDA

Vendredi 6 mars

Limoges (87)

19 heures. Soirée poésie avec Yves Le Car. Un poète, conteur et jongleur de mots qui s'y entend pour parler de paix, de la vie, du temps et pour vous débarrasser de vos idées toutes faites. Organisée par le Cira-limousin (Centre international de recherches sur l'anarchisme), avec le soutien du Groupe limousin de l'Union pacifiste et de la Libre pensée 87. Salle de conférences de la BFM, 2, place Aimé Césaire, Limoges. Entrée libre.

Paris XI^e

19h30. Rencontre et débat avec Bernard Friot autour de son livre *Emanciper le travail* (Éditions La Dispute). Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

Samedi 7 mars

Paris XI^e

17h30. Festival Femmes de parole (s) avec Mots et Musiques. Concert avec Nathalie Solence et Claude Gaisne à la guitare. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

Paris XX^e

18 heures. A l'Espace Louise Michel, 42 ter, rue des Cascades, projection du documentaire "Enfermés vivants" de Félix Gonzales-Debats, organisée par l'Anarchist black cross Paris-barlieue. Rencontres et débats anticarcéraux.

Paris XVIII^e

16 heures à 18 heures. L'École de La Rue. Une université populaire et libertaire dans le 18^e arrondissement de Paris. Cette semaine, enjeux de la théorie darwinienne de l'évolution, par Marc Silberstein. Bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette.

Lundi 9 mars

Paris XX^e

20 heures. L'émission Femmes libres vous attend nombreuses et nombreux le lundi 9 mars la soirée Femme libre en chanson! Tarifs: 21 euros - 16 euros (chômeurs, Amis du Vingtième Théâtre, groupes de 10 et +) Réservation au 01 48 65 97 90 ou au 06 12 25 52 85 (groupes). Contact: Cristine Hudin, 06 12 25 52 85, édito. hudin@wanadoo.fr. Vingtième Théâtre, 7, rue des Plâtrières. (Métro Ménéilmontant ou Gambetta).

Jeudi 12 mars

Paris XI^e

18h30. Vernissage de l'exposition Kronstadt 1921. Peintures d'Éric Savignac et textes de Dominique Guérin. A cette occasion Alexandre Skirda (qui a publié entre autre *Nestor Makhno le cosaque libertaire, Kronstadt 1921*) sera parmi nous pour une signature et nous présentera son film documentaire *Le commandant de Kronstadt parle*. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

Vendredi 13 mars

Lyon (69)

19 heures. Conférence-débat. À l'invitation du groupe Graine d'Anar de Lyon, Philippe Pelletier présente son livre *Anarchisme, vent debout !* (Cavalier bleu, 2013) à la MJC Monplaisir, 25, avenue des frères Lumière 69008 Lyon (Tél : 04.72.78.05.70.) Entrée libre.

Samedi 14 mars

Paris XI^e

17h30. Festival Femmes de parole (s) avec Mots et Musiques. Concert: Annick Cisaruk chante Léo Ferré avec David Venitucci. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

Rouen (76)

15 heures. Rencontre avec Justhom autour de son nouveau livre: *Madeleine Vernet (1878-1949) Houlmoise, pacifiste, éducatrice libertaire et féministe*. Librairie L'Insoumise 128 rue Saint-Hilaire. Entrée libre.

Mercredi 18 mars

Paris XI^e

20 heures. Le ciné de la Commune vous propose la troisième partie du documentaire *Un autre futur consacré à l'histoire de l'anarcho-syndicalisme espagnol: Il n'y a plus de fous*. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

Jeudi 19 mars

Merlieux (02)

18h30 à 21 heures. Rencontre-débat à la Bibliothèque sociale avec l'écrivain Guy Marival autour de son ouvrage *La Chanson de Craonne* (Corsaire éditions, 2014). Cette chanson est la plus connue des chansons nées de la guerre. Mais que sait-on exactement de sa genèse et de son histoire? L'invité a mené l'enquête. Table de presse. Apéro dînatoire. Entrée libre et gratuite. Plus d'infos sur: kropotkine.cybertaria.org. Athénée libertaire, 8, rue de Fouquerolles.

Vendredi 20 mars

Paris XI^e

19 heures. Soirée Elisée Reclus. Rencontre et débat avec Christophe Brun pour son ouvrage *Elisée Reclus. Les Grands Textes* (Flammarion) et Isabelle Pivert des Editions du Sextant. Projection d'Elisée Reclus la passion du monde un film de Nicolas Eprendre. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.



Exposition « **Kronstadt 1921** »

Exposition des 20 planches originales de l'album **KRONSTADT 1921**

[Du 10 mars au 18 avril 2015
Vernissage le 12 mars à 18 H 30]

Nous sommes en mars. La guerre civile se termine. Lénine et Trotsky ont mis en route la machine à broyer que deviendra l'URSS. Des révoltes paysannes éclatent dans tout le pays contre la famine provoquée par des réquisitions abusives. En Ukraine, Nestor Makhno et ses troupes de paysans ont repoussé les armées blanches de Denikine puis de Wrangel et sont maintenant la cible de l'armée rouge, armée encadrée par des « commissaires » en charge du maintien de l'ordre par la propagande et la terreur. Des grèves ouvrières à Petrograd demandent la levée des barrages qui bloquent le ravitaillement, mais aussi la liberté de presse et de parole, l'arrêt des privilèges accordés aux membres du parti.

Les marins de Kronstadt sont des techniciens, ingénieurs, fierté de la révolution jusque-là d'après Trotsky. Ils s'emparent des mots d'ordre ouvriers, les développent pour demander le retour à l'esprit de la révolution de 17 et ses soviets libres...

Eric SAVIGNAC est peintre. Dominique GUERIN aime l'histoire, raconter l'histoire. De leur rencontre sont issues plusieurs albums. *Kronstadt 1921* est le troisième, après *Nestor Makhno* et *La Commune de Paris 1871*.

À l'occasion du vernissage, Alexandre SKIRDA projettera *Le commandant de Kronstadt parle*, entretien filmé de Viatcheslav ZEMSKOV. Il dédicacera également son ouvrage *Kronstadt 1921, prolétariat contre dictature communiste*.

